Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 50 del 2 marzo 2005 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 2 marzo 2005** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

N. 26/L

LEGGE 10 febbraio 2005, n. **23.**

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo internazionale del 2001 sul caffè, con Allegato, adottato a Londra il 28 settembre 2000.

SOMMARIO

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 10 febbraio 2005, n. **23.**

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo internazionale del 2001 sul caffè, con Allegato, adottato a Londra il 28 settembre 2000.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

ART. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo internazionale del 2001 sul caffè, con Allegato, adottato a Londra il 28 settembre 2000.

ART. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 45 dell'Accordo stesso.

ART. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 10 febbraio 2005

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
FINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

International Coffee Organization
Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

F

Copie authentique du texte

ACCORD INTERNATIONAL DE 2001 SUR LE CAFÉ

Septembre 2000
Londres, Angleterre

Par la Résolution numéro 393, le Conseil international du Café a approuvé le 28 septembre 2000 le texte de l'Accord international de 2001 sur le Café figurant dans le document ICC-82-4. Par la même Résolution, le Conseil a demandé au Directeur exécutif de mettre au point le texte définitif de l'Accord et de certifier ce texte conforme en vue de le transmettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le présent document contient une copie du texte de l'Accord international de 2001 sur le Café envoyé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux fins de dépôt et de signature conformément aux dispositions de l'Article 43 dudit Accord.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

22 Berners Street
Londres W1T 3DD, Angleterre

Septembre 2000

TABLE DES MATIERES

ACCORD INTERNATIONAL DE 2001 SUR LE CAFÉ

PREAMBULE

Les Gouvernements Parties au présent Accord,

Reconnaissant que le café revêt une importance exceptionnelle pour l'économie de nombreux pays qui dépendent dans une large mesure de ce produit pour leurs recettes d'exportation et, par conséquent, pour continuer leurs programmes de développement social et économique ;

Reconnaissant l'importance du secteur du café qui est la seule source de revenus pour des millions de personnes, surtout dans les pays en voie de développement, et compte tenu du fait que, dans nombre de ces pays, la production relève de petites exploitations familiales ;

Reconnaissant qu'il est nécessaire d'encourager la mise en valeur des ressources productives, d'élever et de maintenir l'emploi et le revenu dans l'industrie caféière des pays Membres et d'y obtenir ainsi des salaires équitables, un plus haut niveau de vie et de meilleures conditions de travail ;

Considérant qu'une étroite coopération internationale dans le domaine des échanges de café permettra d'encourager la diversification et l'expansion de l'économie des pays producteurs de café et contribuera à l'amélioration des relations politiques et économiques entre pays exportateurs et pays importateurs de café ainsi qu'à l'accroissement de la consommation de café ;

Reconnaissant qu'il est souhaitable d'éviter un déséquilibre entre la production et la consommation qui peut donner lieu à de fortes fluctuations de prix, préjudiciables aux producteurs comme aux consommateurs ;

Considérant les liens qui existent entre la stabilité des échanges de café et la stabilité des marchés de produits manufacturés ;

Prenant note des avantages obtenus grâce à la coopération internationale suscitée par la mise en oeuvre des Accords internationaux de 1962, 1968, 1976, 1983 et 1994 sur le Café,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER - OBJECTIFS

ARTICLE PREMIER
Objectifs

Les objectifs du présent Accord sont :

1) De promouvoir la coopération internationale sur les questions ayant trait au café ;

2) De fournir un cadre pour les consultations intergouvernementales et les négociations, le cas échéant, sur les questions ayant trait au café et sur les moyens de réaliser un équilibre judicieux entre l'offre et la demande mondiales dans des conditions qui assureront aux consommateurs un approvisionnement suffisant de café à des prix équitables et aux producteurs des débouchés à des prix rémunérateurs qui permettront d'équilibrer de façon durable la production et la consommation ;

3) De constituer, pour les questions ayant trait au café, une instance de consultations avec le secteur privé ;

4) De faciliter l'expansion et la transparence du commerce international du café ;

5) De servir de centre pour le recueil, la diffusion et la publication de renseignements économiques et techniques, de statistiques et d'études, ainsi que d'éléments de recherche et de développement sur des questions caféières, et de promouvoir ces activités ;

6) D'encourager les Membres à développer une économie caféière durable ;

7) De promouvoir, d'encourager et d'augmenter la consommation du café ;

8) D'analyser et de guider la préparation de projets, dans l'intérêt de l'économie caféière mondiale, pour soumission consécutive aux organismes donateurs ou de financement, selon les cas ;

9) De promouvoir la qualité ; et

10) De promouvoir des programmes de formation et d'information afin de contribuer au transfert, vers les Membres, de technologies appropriées pour le café.

CHAPITRE II – DÉFINITIONS

ARTICLE 2
Définitions

Aux fins du présent Accord :

1) *Café* désigne le grain et la cerise du caféier, qu'il s'agisse de café en parche, de café vert ou de café torréfié, et comprend le café moulu, le café décaféiné, le café liquide et le café soluble. Dans les meilleurs délais après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil procède au passage en revue des facteurs de conversion des types de cafés énumérés dans les alinéas d), e), f) et g) ci-après. Trois ans plus tard, il procède à un examen analogue. Après chacun de ces examens, le Conseil, par une majorité répartie des deux tiers des voix, détermine et publie les facteurs de conversion appropriés. Avant le premier passage en revue, et si le Conseil n'est pas en mesure de statuer, les facteurs de conversion sont ceux qui ont été utilisés dans l'Accord international de 1994 sur le Café, lesquels sont énumérés dans l'Annexe I du présent Accord. Sous réserve de ces dispositions, les termes figurant ci-dessous ont la signification suivante :

a) *Café vert* désigne tout café en grain, déparché, avant torréfaction;
b) *Cerise de café séchée* désigne le fruit séché du caféier ; l'équivalent en café vert des cerises de café séchées s'obtient en multipliant par 0,50 le poids net des cerises séchées ;
c) *Café en parche* désigne le grain de café vert dans sa parche ; l'équivalent en café vert du café en parche s'obtient en multipliant par 0,80 le poids net du café en parche ;
d) *Café torréfié* désigne le café vert torréfié à un degré quelconque et comprend le café moulu ;
e) *Café décaféiné* désigne le café vert, torréfié ou soluble, après extraction de caféine ;
f) *Café liquide* désigne les solides solubles dans l'eau obtenus à partir du café torréfié et présentés sous forme liquide ; et
g) *Café soluble* désigne les solides, déshydratés et solubles dans l'eau, obtenus à partir du café torréfié.

2) *Sac* désigne 60 kilogrammes, soit 132,276 livres de café vert ; *tonne* désigne une masse de 1 000 kilogrammes, soit 2 204,6 livres ; *livre* désigne 453,597 grammes.

3) *Année caféière* désigne la période de douze mois qui va du 1 octobre au 30 septembre.

4) *Organisation* signifie l'Organisation internationale du Café ; *Conseil* signifie le Conseil international du Café.

5) *Partie Contractante* signifie un gouvernement ou une organisation intergouvernementale mentionné au paragraphe 3) de l'Article 4 qui a déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'application provisoire du présent Accord en vertu des Articles 44 et 45 ou fait adhésion à cet Accord en vertu de l'Article 46.

6) *Membre* signifie une Partie Contractante ; un ou des territoires désignés qui ont été déclarés comme Membre séparé en vertu de l'Article 5 ; plusieurs Parties Contractantes, plusieurs territoires désignés, ou plusieurs Parties Contractantes et territoires désignés qui font partie de l'Organisation en tant que groupe Membre, en vertu de l'Article 6.

7) *Membre exportateur* ou *pays exportateur* désigne respectivement un Membre ou un pays qui est exportateur net de café, c'est-à-dire un Membre ou un pays dont les exportations dépassent les importations.

8) *Membre importateur* ou *pays importateur* désigne respectivement un Membre ou un pays qui est importateur net de café, c'est-à-dire un Membre ou un pays dont les importations dépassent les exportations.

9) *Majorité répartie simple* signifie un vote requérant plus de la moitié des voix exprimées par les Membres exportateurs présents votant et plus de la moitié des voix exprimées par les Membres importateurs présents votant, comptées séparément.

10) *Majorité répartie des deux tiers* signifie un vote requérant plus des deux tiers des voix exprimées par les Membres exportateurs présents votant et plus des deux tiers des voix exprimées par les Membres importateurs présents votant, comptées séparément.

11) *Entrée en vigueur* signifie, sauf indication contraire, la date à laquelle l'Accord entre en vigueur, provisoirement ou définitivement.

CHAPITRE III - ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX DES MEMBRES

ARTICLE 3

Engagements généraux des Membres

1) Les Membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour leur permettre de remplir les obligations que leur impose le présent Accord et de coopérer pleinement entre eux pour obtenir la réalisation des objectifs de cet Accord ; les Membres s'engagent en particulier à fournir tous les renseignements nécessaires pour faciliter le fonctionnement de l'Accord.

2) Les Membres reconnaissent que les certificats d'origine constituent une source importante de renseignements sur les échanges de café. En conséquence, les Membres exportateurs assument la responsabilité de veiller à ce que les certificats d'origine soient correctement délivrés et utilisés à bon escient, conformément à la réglementation établie par le Conseil.

3) Les Membres reconnaissent en outre que les renseignements sur les réexportations sont également importants pour procéder à l'analyse appropriée de l'économie caféière mondiale. En conséquence, les Membres importateurs s'engagent à fournir des renseignements réguliers et précis sur les réexportations, sous la forme et de la manière qui sont déterminées par le Conseil.

CHAPITRE IV - MEMBRES

ARTICLE 4
Membres de l'Organisation

1) Chaque Partie Contractante constitue, avec ceux des territoires auxquels l'Accord s'applique en vertu du paragraphe 1) de l'Article 48, un seul et même Membre de l'Organisation, sous réserve des dispositions prévues aux Articles 5 et 6.

2) Dans des conditions à convenir par le Conseil, un Membre peut changer de catégorie.

3) Toute mention du mot *Gouvernement* dans le présent Accord est réputée valoir pour la Communauté européenne ou une organisation intergouvernementale ayant des responsabilités comparables en ce qui concerne la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base.

4) Une telle organisation intergouvernementale n'a pas elle-même de voix mais, en cas de vote sur des questions relevant de sa compétence, elle est autorisée à disposer des voix de ses États Membres, et elle les exprime en bloc. Dans ce cas, les États Membres de cette organisation intergouvernementale ne sont pas autorisés à exercer individuellement leurs droits de vote.

5) Une telle organisation intergouvernementale n'est pas éligible au Comité exécutif au titre du paragraphe 1) de l'Article 17 mais peut participer aux discussions du Comité exécutif sur les questions relevant de sa compétence. En cas de vote sur des questions relevant de sa compétence et par dérogation aux dispositions du paragraphe 1) de l'Article 20, les voix dont ses États Membres sont autorisés à disposer au Comité exécutif sont exprimées en bloc par l'un quelconque de ces États Membres.

ARTICLE 5
Participation séparée de territoires désignés

Toute Partie Contractante qui est importatrice nette de café peut, à tout moment, par la notification prévue au paragraphe 2) de l'Article 48, déclarer qu'elle participe à l'Organisation indépendamment de tout territoire qu'elle désigne parmi ceux dont elle assure la représentation internationale qui sont exportateurs nets de café. Dans ce cas, le territoire métropolitain et les territoires non désignés constituent un seul et même Membre, et les territoires désignés ont, individuellement ou collectivement selon les termes de la notification, la qualité de Membre distinct.

ARTICLE 6

Participation en groupe

1) Deux ou plusieurs Parties Contractantes qui sont exportatrices nettes de café peuvent, par notification adressée au Conseil et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lors du dépôt de leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'application provisoire ou d'adhésion, déclarer qu'elles sont Membres de l'Organisation en tant que groupe. Un territoire auquel le présent Accord s'applique en vertu du paragraphe 1) de l'Article 48 peut faire partie d'un tel groupe si le gouvernement de l'État qui assure ses relations internationales a adressé la notification prévue au paragraphe 2) de l'Article 48. Ces Parties Contractantes et ces territoires désignés doivent remplir les conditions suivantes :

a) Se déclarer disposés à accepter la responsabilité, aussi bien individuelle que collective, du respect des obligations du groupe ; et

b) Prouver par la suite à la satisfaction du Conseil :

   i) Que le groupe a l'organisation nécessaire à l'application d'une politique commune en matière de café, et qu'ils ont les moyens de s'acquitter, conjointement avec les autres membres du groupe, des obligations que leur impose le présent Accord ; et

   ii) Qu'ils ont une politique commerciale et économique commune ou coordonnée en matière de café et une politique monétaire et financière coordonnée ainsi que les organes nécessaires à l'application de ces politiques, de façon que le Conseil soit assuré que le groupe est en mesure de se conformer à toutes les obligations collectives qui en découlent.

2) Tout groupe Membre reconnu aux termes de l'Accord international de 1994 sur le Café continue à être reconnu comme groupe à moins qu'il ne notifie au Conseil qu'il ne souhaite plus être reconnu comme tel.

3) Le groupe Membre constitue un seul et même Membre de l'Organisation, étant toutefois entendu que chaque membre du groupe sera traité en Membre distinct pour les questions qui relèvent des dispositions suivantes :

a) Articles 11 et 12 ; et

b) Article 51.

4) Les Parties Contractantes et les territoires désignés qui entrent en tant que groupe indiquent le gouvernement ou l'organisation qui les représentera au Conseil pour les questions dont traite le présent Accord, à l'exception de celles qui sont énumérées au paragraphe 3) du présent Article.

5) Le droit de vote du groupe s'exerce de la façon suivante :

a) Le groupe Membre a, pour chiffre de base, le même nombre de voix qu'un seul pays Membre entré à titre individuel dans l'Organisation. Le gouvernement ou l'organisation qui représente le groupe reçoit ces voix et en dispose ; et

b) Au cas où la question mise aux voix rentre dans le cadre des dispositions énoncées au paragraphe 3) du présent Article, les divers membres du groupe peuvent disposer séparément des voix que leur attribue le paragraphe 3) de l'Article 13, comme si chacun d'eux était un Membre individuel de l'Organisation, sauf que les voix du chiffre de base restent attribuées au gouvernement ou à l'organisation qui représente le groupe.

6) Toute Partie Contractante ou tout territoire désigné qui fait partie d'un groupe peut, par notification au Conseil, se retirer de ce groupe et devenir Membre distinct. Ce retrait prend effet lors de la réception de la notification par le Conseil. Quand un des membres d'un groupe s'en retire ou cesse d'être un Membre de l'Organisation, les autres membres du groupe peuvent demander au Conseil de maintenir ce groupe ; le groupe conserve son existence à moins que le Conseil ne rejette cette demande. En cas de dissolution du groupe, chacun de ses ex-membres devient un Membre distinct. Un Membre qui a cessé d'appartenir à un groupe ne peut pas redevenir membre d'un groupe quelconque tant que le présent Accord reste en vigueur.

7) Toute Partie Contractante qui souhaite faire partie d'un groupe Membre après l'entrée en vigueur du présent Accord peut le faire par notification au Conseil à condition que :

a) Les autres membres du groupe déclarent qu'ils sont disposés à accepter le Membre en question comme partie du groupe Membre ; et

b) Elle notifie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elle fait partie du groupe.

8) Deux ou plusieurs Membres exportateurs peuvent, une fois que le présent Accord est entré en vigueur, demander à tout moment au Conseil l'autorisation de se constituer en groupe. Le Conseil les y autorise s'il constate qu'ils lui ont adressé la déclaration et les preuves exigées au paragraphe 1) du présent Article. Dès que le Conseil a donné cette autorisation, les dispositions des paragraphes 3), 4), 5) et 6) du présent Article deviennent applicables au groupe.

CHAPITRE V – ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

ARTICLE 7
Siège et structure de l'Organisation internationale du Café

1) L'Organisation internationale du Café créée par l'Accord international de 1962 sur le Café continue d'exister pour assurer la mise en oeuvre du présent Accord et en surveiller le fonctionnement.

2) L'Organisation a son siège à Londres, à moins que le Conseil n'en décide autrement à la majorité répartie des deux tiers des voix.

3) L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international du Café et du Comité exécutif. Ceux-ci bénéficient du concours, le cas échéant, de la Conférence mondiale du Café, du Comité consultatif du secteur privé, du Comité de promotion et de comités spécialisés.

ARTICLE 8
Privilèges et immunités

1) L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers, ainsi que d'ester en justice.

2) Le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, du Directeur exécutif, des membres du personnel et des experts, ainsi que des représentants des pays Membres pendant les séjours que l'exercice de leurs fonctions les amène à effectuer sur le territoire du pays hôte continueront à être régis par l'Accord de siège conclu entre le Gouvernement hôte et l'Organisation en date du 28 mai 1969.

3) L'Accord de siège mentionné au paragraphe 2) du présent Article est indépendant du présent Accord. Toutefois, il prendrait fin :

a) Par consentement mutuel du Gouvernement hôte et de l'Organisation ;
b) Dans le cas où le siège de l'Organisation serait transféré hors du territoire du Gouvernement hôte ; ou
c) Dans le cas où l'Organisation cesserait d'exister.

CHAPITRE VI - CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFÉ

ARTICLE 9
Composition du Conseil international du Café

1) L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du Café, qui se compose de tous les Membres de l'Organisation.

2) Chaque Membre nomme un représentant au Conseil et, s'il le désire, un ou plusieurs suppléants. En outre, chaque Membre peut désigner un ou plusieurs conseillers pour accompagner son représentant ou ses suppléants.

ARTICLE 10
Pouvoirs et fonctions du Conseil

1) Le Conseil, investi de tous les pouvoirs que confère expressément le présent Accord, a les pouvoirs et exerce les fonctions nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord.

2) Le Conseil délègue à son Président le soin d'examiner, avec le concours du Secrétariat, la validité des notifications écrites qui lui sont adressées en application des dispositions du paragraphe 2) de l'Article 9, du paragraphe 3) de l'Article 12 et du paragraphe 2) de l'Article 14. Le Président fait rapport au Conseil.

3) Le Conseil peut établir tout comité ou groupe de travail qu'il juge nécessaire.

4) Le Conseil arrête, à la majorité répartie des deux tiers des voix, les règlements nécessaires à l'exécution du présent Accord et conforme à ses dispositions, notamment son propre règlement intérieur et les règlements applicables à la gestion financière de l'Organisation et à son personnel. Le Conseil peut prévoir dans son règlement intérieur une procédure qui lui permette de prendre, sans se réunir, des décisions sur des points déterminés.

5) En outre, le Conseil tient à jour la documentation nécessaire à l'accomplissement des fonctions que lui confère le présent Accord, et toute autre documentation qu'il juge souhaitable.

ARTICLE 11
Président et Vice-Présidents du Conseil

1) Le Conseil élit pour chaque année caféière un Président de même qu'un premier, un deuxième et un troisième Vice-Présidents qui ne sont pas rémunérés par l'Organisation.

2) En règle générale, le Président et le premier Vice-Président sont tous deux élus parmi les représentants des Membres exportateurs ou parmi les représentants des Membres importateurs, et les deuxième et troisième Vice-Présidents parmi les représentants de l'autre catégorie. Cette répartition alterne chaque année caféière.

3) Ni le Président ni le Vice-Président qui fait fonction de Président n'a le droit de vote. Dans ce cas, son suppléant exerce le droit de vote du Membre.

ARTICLE 12
Sessions du Conseil

1) En règle générale, le Conseil se réunit deux fois par an en session ordinaire. Il peut tenir des sessions extraordinaires s'il en décide ainsi. Des sessions extraordinaires se tiennent aussi à la demande du Comité exécutif, ou de cinq Membres, ou d'un ou plusieurs Membres réunissant 200 voix au minimum. Les sessions du Conseil sont annoncées au moins 30 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence auquel cas elles sont annoncées au moins 10 jours à l'avance.

2) Les sessions se tiennent au siège de l'Organisation, à moins que le Conseil n'en décide autrement à la majorité répartie des deux tiers des voix. Si un Membre invite le Conseil à tenir une réunion sur son territoire et si le Conseil donne son accord, les frais qui en résultent, pour l'Organisation, en sus de ceux qui sont encourus lorsque la session a lieu au siège, sont à la charge de ce Membre.

3) Le Conseil peut inviter tout pays non membre ou toute organisation visée à l'Article 16 à assister à n'importe laquelle de ses sessions en qualité d'observateur. Si une telle invitation est acceptée, le pays ou l'organisation en question envoie au Président une notification écrite à cet effet. Dans cette notification, il peut, s'il le désire, demander l'autorisation de faire des déclarations au Conseil.

4) Le quorum exigé pour toute réunion du Conseil destinée à prendre des décisions est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs et des Membres importateurs détenant respectivement les deux tiers au moins du total des voix pour chaque catégorie. Si, au commencement d'une réunion du Conseil ou d'une réunion plénière, le quorum n'est pas atteint, le Président décide de retarder l'ouverture de la séance ou de la réunion plénière pendant au moins deux heures. Si, à l'heure prévue pour la nouvelle réunion, le quorum n'est pas encore atteint, le Président peut à nouveau différer l'ouverture de la séance ou de la réunion plénière pendant au moins deux heures. Si, à la fin de ce nouveau renvoi, le quorum n'est toujours pas atteint, le quorum exigé pour la prise de décisions est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs et des Membres importateurs détenant respectivement la moitié au moins du total des voix pour chaque catégorie. Les Membres représentés par procuration en vertu du paragraphe 2) de l'Article 14 sont considérés comme présents.

ARTICLE 13

Voix

1) Les Membres exportateurs ont ensemble 1 000 voix et les Membres importateurs également ; ces voix sont réparties à l'intérieur de chaque catégorie, celle des exportateurs et celle des importateurs respectivement, comme l'indiquent les paragraphes ci-après du présent Article.

2) Chaque Membre a, comme chiffre de base, cinq voix.

3) Le restant des voix des Membres exportateurs est réparti entre ces Membres au prorata du volume moyen de leurs exportations respectives de café toutes destinations pendant les quatre années civiles précédentes.

4) Le restant des voix des Membres importateurs est réparti entre ces Membres au prorata du volume moyen de leurs importations respectives de café pendant les quatre années civiles précédentes.

5) Le Conseil répartit les voix au début de chaque année caféière en vertu du présent Article et cette répartition reste en vigueur pendant l'année en question, sauf dans les cas prévus au paragraphe 6) du présent Article.

6) Quand un changement survient dans la participation à l'Organisation ou si le droit de vote d'un Membre est suspendu ou rétabli en vertu de l'Article 25 ou de l'Article 42, le Conseil procède à une nouvelle répartition des voix, qui obéit aux dispositions du présent Article.

7) Aucun Membre n'a plus de 400 voix.

8) Il ne peut y avoir de fraction de voix.

ARTICLE 14

Procédure de vote du Conseil

1) Chaque Membre dispose de toutes les voix qu'il détient et n'est pas autorisé à les diviser. Il peut cependant disposer différemment des voix qui lui sont données par procuration, conformément aux dispositions du paragraphe 2) du présent Article.

2) Tout Membre exportateur peut autoriser tout autre Membre exportateur et tout Membre importateur peut autoriser tout autre Membre importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs séances du Conseil. La limitation prévue au paragraphe 7) de l'Article 13 ne s'applique pas dans ce cas.

ARTICLE 15

Décisions du Conseil

1) Le Conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations à la majorité répartie simple des voix, sauf disposition contraire du présent Accord.

2) La procédure suivante s'applique à toute décision que le Conseil doit, aux termes du présent Accord, prendre à la majorité répartie des deux tiers des voix :

a) Si la proposition n'obtient pas la majorité répartie des deux tiers des voix en raison du vote négatif d'un, deux ou trois Membres exportateurs ou d'un, deux ou trois Membres importateurs, elle est, si le Conseil en décide ainsi à la majorité des Membres présents et à la majorité répartie simple des voix, remise aux voix dans les 48 heures ;

b) Si, à ce deuxième scrutin, la proposition n'obtient encore pas la majorité répartie des deux tiers des voix, en raison du vote négatif d'un ou deux Membres exportateurs ou d'un ou deux Membres importateurs, elle est, si le Conseil en décide ainsi à la majorité des Membres présents et à la majorité répartie simple des voix, remise aux voix dans les 24 heures ;

c) Si, à ce troisième scrutin, la proposition n'obtient toujours pas la majorité répartie des deux tiers des voix en raison du vote négatif d'un Membre exportateur ou d'un Membre importateur, elle est considérée comme adoptée ; et

d) Si le Conseil ne remet pas une proposition aux voix, elle est considérée comme repoussée.

3) Les Membres s'engagent à accepter comme obligatoires toutes les décisions que le Conseil prend en vertu du présent Accord.

ARTICLE 16

Collaboration avec d'autres organisations

1) Le Conseil peut prendre des dispositions pour avoir des consultations et collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, ainsi que d'autres organisations intergouvernementales appropriées. Il utilise au mieux les mécanismes du Fonds commun pour les produits de base et autres sources de financement. Ces dispositions peuvent comprendre les mesures financières que le Conseil considère opportunes pour atteindre les objectifs du présent Accord. Toutefois, en ce qui concerne la mise en oeuvre de tout projet dans le cadre de ces mesures, l'Organisation n'assume aucune obligation financière, y compris au titre de garanties données par des Membres ou par d'autres entités. Aucun Membre n'assume une quelconque responsabilité, au motif de son appartenance à l'Organisation, du fait des emprunts contractés ou des prêts consentis par tout autre Membre ou toute autre entité dans le cadre de tels projets.

2) Lorsque cela est possible, l'Organisation peut recueillir auprès des pays Membres, des pays non membres et des agences donatrices et autres agences, des renseignements sur les projets et programmes de développement centrés sur le secteur caféier. Le cas échéant et avec l'accord des parties en cause, l'Organisation peut mettre ces renseignements à la disposition de ces autres organisations ainsi que des Membres.

CHAPITRE VII – COMITÉ EXÉCUTIF

ARTICLE 17
Composition et réunions du Comité exécutif

1) Le Comité exécutif se compose de huit Membres exportateurs et de huit Membres importateurs élus pour chaque année caféière conformément aux dispositions de l'Article 18. Les Membres représentés au Comité exécutif sont rééligibles.

2) Chaque Membre représenté au Comité exécutif désigne un représentant et, s'il le désire, un ou plusieurs suppléants. En outre, chaque Membre représenté au Comité exécutif peut désigner un ou plusieurs conseillers pour accompagner son représentant ou ses suppléants.

3) Élus pour chaque année caféière par le Conseil, le Président et le Vice-Président du Comité exécutif sont rééligibles. Ils ne sont pas rémunérés par l'Organisation. Ni le Président ni le Vice-Président qui fait fonction de Président n'a le droit de vote aux réunions du Comité exécutif. Dans ce cas, son suppléant exerce le droit de vote du Membre. En règle générale, le Président et le Vice-Président sont tous deux élus parmi les représentants de la même catégorie de Membres pour chaque année caféière.

4) Le Comité exécutif se réunit normalement au siège de l'Organisation, mais peut se réunir ailleurs si le Conseil le décide à la majorité répartie des deux tiers des voix. Si le Conseil accepte l'invitation d'un Membre à tenir une réunion du Comité exécutif sur son territoire, les dispositions du paragraphe 2) de l'Article 12 concernant les sessions du Conseil sont également applicables.

5) Le quorum exigé pour toute réunion du Comité exécutif destinée à prendre des décisions est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs et des Membres importateurs élus au Comité exécutif et détenant respectivement les deux tiers au moins du total des voix pour chaque catégorie. Si, au commencement d'une réunion du Comité exécutif, le quorum n'est pas atteint, le Président du Comité exécutif décide de retarder l'ouverture de la réunion pendant au moins deux heures. Si, à l'heure prévue pour la nouvelle réunion, le quorum n'est pas encore atteint, le Président peut à nouveau différer l'ouverture de la réunion pendant au moins deux heures. Si, à la fin de ce nouveau renvoi, le quorum n'est toujours pas atteint, le quorum exigé pour la prise de décisions est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs et des Membres importateurs élus au Comité exécutif et détenant respectivement la moitié au moins du total des voix pour chaque catégorie.

ARTICLE 18

Élection du Comité exécutif

1) Les Membres exportateurs de l'Organisation élisent les Membres exportateurs du Comité exécutif, et les Membres importateurs de l'Organisation élisent les Membres importateurs du Comité exécutif. Les élections de chaque catégorie ont lieu selon les dispositions suivantes.

2) Chaque Membre vote pour un seul candidat, en lui accordant toutes les voix dont il dispose en vertu de l'Article 13. Il peut accorder à un autre candidat les voix dont il disposerait par procuration conformément aux dispositions du paragraphe 2) de l'Article 14.

3) Les huit candidats qui recueillent le plus grand nombre de voix sont élus ; toutefois, aucun candidat n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a pas obtenu 75 voix au moins.

4) Si moins de huit candidats sont élus au premier tour de scrutin selon les dispositions du paragraphe 3) du présent Article, de nouveaux tours de scrutin ont lieu, auxquels seuls participent les Membres qui n'ont voté pour aucun des candidats élus. A chaque nouveau tour de scrutin, le minimum de voix nécessaire pour être élu diminue successivement de cinq unités jusqu'à ce que les huit candidats soient élus.

5) Un Membre qui n'a pas voté pour un des Membres élus confère à l'un d'entre eux les voix dont il dispose, sous réserve des dispositions des paragraphes 6) et 7) du présent Article.

6) On considère qu'un Membre a obtenu les voix qui lui ont été données lors de son élection, plus les voix qui lui ont été conférées plus tard, à condition que le total des voix ne dépasse pas 499 pour aucun Membre élu.

7) Au cas où les voix considérées comme obtenues par un Membre élu dépasseraient 499, les Membres qui ont voté pour ce Membre élu ou qui lui ont conféré leurs voix s'entendront pour qu'un ou plusieurs d'entre eux retirent les voix qu'ils lui ont accordées et les confèrent ou les transfèrent à un autre Membre élu, de façon que les voix obtenues par chaque Membre élu ne dépassent pas le chiffre limite de 499.

ARTICLE 19

Compétence du Comité exécutif

1) Le Comité exécutif est responsable devant le Conseil et travaille selon ses directives générales.

2) Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers des voix, déléguer au Comité exécutif tout ou partie de ses pouvoirs à l'exclusion des suivants :

a) Voter le budget administratif et fixer les cotisations, en vertu de l'Article 24 ;
b) Suspendre le droit de vote d'un Membre, en vertu de l'Article 42 ;
c) Se prononcer sur les différends, en vertu de l'Article 42 ;
d) Fixer des conditions d'adhésion, en vertu de l'Article 46 ;
e) Décider l'exclusion d'un Membre de l'Organisation, en vertu de l'Article 50 ;
f) Prendre la décision de négocier un nouvel Accord en vertu de l'Article 32, ou décider la prorogation ou la résiliation du présent Accord aux termes de l'Article 52 ; et
g) Recommander un amendement aux Membres, en vertu de l'Article 53.

3) Le Conseil peut à tout moment, à la majorité répartie simple des voix, annuler les pouvoirs qu'il a délégués au Comité exécutif.

4) Le Comité exécutif examine le projet de budget administratif présenté par le Directeur exécutif et le soumet au Conseil en lui recommandant de l'approuver. Il élabore le plan annuel des travaux de l'Organisation. Il prend les décisions nécessaires sur les questions administratives et financières qui concernent le fonctionnement de l'Organisation lorsqu'elles ne relèvent pas du Conseil, en application du paragraphe 2) du présent Article. Il examine les projets et les programmes ayant trait au café avant qu'ils ne soient soumis au Conseil pour approbation. Le Comité exécutif fait rapport au Conseil. Les décisions du Comité exécutif rentrent en vigueur si aucune objection d'un Membre du Conseil n'est reçue dans les cinq jours ouvrables qui suivent le rapport du Comité exécutif auprès du Conseil, ou dans les cinq jours ouvrables qui suivent la diffusion des Décisions du Comité exécutif lorsque le Conseil ne siège pas pendant le même mois que le Comité exécutif. Toutefois, chaque Membre est habilité à faire appel au Conseil après une décision du Comité exécutif.

5) Le Comité exécutif peut établir tout comité ou groupe de travail qu'il juge nécessaire.

ARTICLE 20

Procédure de vote du Comité exécutif

1) Chaque Membre du Comité exécutif dispose des voix qu'il a obtenues en vertu des paragraphes 6) et 7) de l'Article 18. Le vote par procuration n'est pas admis. Aucun Membre du Comité exécutif n'est autorisé à partager ses voix.

2) Les décisions du Comité exécutif sont prises à la même majorité que les décisions analogues du Conseil.

CHAPITRE VIII - SECTEUR PRIVÉ DU CAFÉ

ARTICLE 21

Conférence mondiale du Café

1) Le Conseil prend des dispositions pour tenir, à intervalles appropriés, une Conférence mondiale du Café (ci-après dénommée la Conférence) qui est composée des Membres exportateurs et des Membres importateurs, des représentants du secteur privé et des autres participants intéressés, y compris les participants de pays non membres. Le Conseil s'assure, avec la collaboration du Président de la Conférence, que la Conférence contribue à promouvoir les objectifs du présent Accord.

2) La Conférence a un Président qui n'est pas rémunéré par l'Organisation. Le Président est nommé par le Conseil pour une période de temps appropriée et est invité à participer aux sessions du Conseil en qualité d'observateur.

3) Le Conseil décide, de concert avec le Comité consultatif du secteur privé (CCSP), de la forme, du nom, du thème et du calendrier de la Conférence. La Conférence se tient normalement au siège de l'Organisation, durant la période des sessions du Conseil. Si le Conseil accepte l'invitation d'un Membre à tenir une réunion sur son territoire, la Conférence peut également se tenir sur ledit territoire. En pareil cas, les frais qui en résultent, pour l'Organisation, en sus de ceux qui sont encourus lorsque la session a lieu au siège de l'Organisation, sont à la charge du pays responsable de cette invitation.

4) A moins que le Conseil, à la majorité répartie des deux tiers des voix n'en décide autrement, la Conférence est auto-financée.

5) Le Président de la Conférence soumet les conclusions de chaque session au Conseil.

ARTICLE 22

Comité consultatif du secteur privé

1) Le Comité consultatif du secteur privé (ci-après dénommé le CCSP) est un organe consultatif qui est habilité à faire des recommandations lorsqu'il est consulté par le Conseil et qui peut inviter le Conseil à se saisir de questions ayant trait au présent Accord.

2) Le CCSP est composé de huit représentants du secteur privé des pays exportateurs et de huit représentants du secteur privé des pays importateurs.

3) Les Membres du CCSP sont des représentants d'associations ou d'organismes désignés par le Conseil, toutes les deux années caféières ; leur mandat peut être reconduit. Le Conseil veille, dans la mesure du possible, à assurer la désignation :

a) De deux associations ou organismes relevant du secteur caféier privé de régions ou de pays exportateurs représentant chacun les quatre groupes de café, et représentant de préférence les producteurs et les exportateurs, ainsi qu'un ou plusieurs suppléants pour chaque représentant ; et

b) De huit associations ou organismes relevant du secteur caféier privé de pays importateurs, qu'ils soient Membres ou non membres, et représentant de préférence les importateurs et les torréfacteurs, ainsi qu'un ou plusieurs suppléants pour chaque représentant.

4) Chaque membre du CCSP est habilité à désigner un ou plusieurs conseillers.

5) Le CCSP a un Président et un Vice-Président élus parmi ses membres, pour une période d'un an. Les titulaires de ces fonctions sont rééligibles. Le Président et le Vice-Président ne sont pas rémunérés par l'Organisation. Le Président est invité à participer aux réunions du Conseil en qualité d'observateur.

6) Le CCSP se réunit normalement au siège de l'Organisation, durant la période des sessions ordinaires du Conseil. Si le Conseil accepte l'invitation d'un Membre à tenir une réunion sur son territoire, le CCSP peut également tenir sa réunion sur ledit territoire. En pareil cas, les frais qui en résultent, pour l'Organisation, en sus de ceux qui sont encourus lorsque la réunion se tient au siège de l'Organisation, sont à la charge du pays ou de l'organisation du secteur privé responsable de cette invitation.

7) Le CCSP peut, avec l'approbation du Conseil, tenir des réunions extraordinaires.

8) Le CCSP fait régulièrement rapport au Conseil.

9) Le CCSP élabore son propre règlement intérieur, tout en respectant les dispositions du présent Accord.

CHAPITRE IX - FINANCES

ARTICLE 23
Dispositions financières

1) Les dépenses des délégations au Conseil, ainsi que des représentants au Comité exécutif et à tout autre comité du Conseil ou du Comité exécutif, sont à la charge de l'État qu'ils représentent.

2) Les autres dépenses qu'entraîne l'application du présent Accord sont couvertes par les cotisations annuelles des Membres qui sont réparties comme il est dit à l'Article 24 ainsi que par les recettes de la vente de services particuliers aux Membres et de la vente des renseignements et études résultant de l'application des dispositions des Articles 29 et 31.

3) L'exercice financier de l'Organisation coïncide avec l'année caféière.

ARTICLE 24
Vote du budget administratif et fixation des cotisations

1) Au second semestre de chaque exercice financier, le Conseil approuve le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice financier suivant et évalue la cotisation de chaque Membre à ce budget. Un projet de budget administratif est préparé par le Directeur exécutif et supervisé par le Comité exécutif conformément aux dispositions du paragraphe 4) de l'Article 19.

2) Pour chaque exercice financier, la cotisation de chaque Membre au budget administratif est proportionnelle au rapport qu'il y a, au moment du vote du budget administratif, entre le nombre des voix dont il dispose et le nombre de voix dont disposent tous les Membres réunis. Si toutefois, au début de l'exercice financier pour lequel les cotisations sont fixées, la répartition des voix entre les Membres se trouve changée en vertu du paragraphe 5) de l'Article 13, le Conseil ajuste les cotisations en conséquence pour cet exercice. Pour déterminer les cotisations, on dénombre les voix de chaque Membre sans tenir compte de la suspension éventuelle du droit de vote d'un Membre ou de la redistribution des voix qui aurait pu en résulter.

3) Le Conseil fixe la cotisation initiale de tout pays qui devient Membre de l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre des voix qui lui sont attribuées et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours ; mais les cotisations assignées aux autres Membres pour l'exercice en cours restent inchangées.

ARTICLE 25
Versement des cotisations

1) Les cotisations au budget administratif pour chaque exercice financier sont payables en monnaie librement convertible et sont exigibles au premier jour de l'exercice.

2) Un Membre qui ne s'est pas acquitté intégralement de sa cotisation au budget administratif dans les six mois de son exigibilité perd, jusqu'au moment où il s'en acquitte intégralement, ses droits de vote, son éligibilité au Comité exécutif et son droit de faire voter pour lui au Comité exécutif. Cependant, sauf décision prise par le Conseil à la majorité répartie des deux tiers des voix, ce Membre n'est privé d'aucun des autres droits que lui confère le présent Accord, ni relevé d'aucune des obligations que celui-ci lui impose.

3) Un Membre dont le droit de vote est suspendu, en application soit des dispositions du paragraphe 2) du présent Article, soit des dispositions de l'Article 42, reste néanmoins tenu de verser sa cotisation.

ARTICLE 26
Responsabilités financières

1) L'Organisation, fonctionnant de la manière indiquée dans le paragraphe 3) de l'Article 7, n'est pas habilitée à contracter une quelconque obligation n'entrant pas dans le champ d'application du présent Accord, et ne peut être réputée avoir été autorisée à le faire par les Membres ; en particulier, elle n'a pas qualité pour emprunter de l'argent. Dans l'exercice de sa faculté de contracter, l'Organisation insère dans ses contrats les conditions du présent Article de façon à les porter à la connaissance des autres parties intéressées ; toutefois, si ces conditions ne sont pas insérées, le contrat n'est pas pour autant frappé de nullité et l'Organisation n'est pas réputée avoir outrepassé les pouvoirs à elle conférés.

2) La responsabilité financière d'un Membre se limite à ses obligations concernant les contributions expressément prévues dans le présent Accord. Les tierces parties traitant avec l'Organisation sont censées avoir connaissance des dispositions du présent Accord relatives aux responsabilités financières des Membres.

ARTICLE 27
Vérification et publication des comptes

Le plus tôt possible et six mois au plus tard après la clôture de chaque exercice financier, le Conseil est saisi d'un état, vérifié par expert agréé, de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses de l'Organisation pendant cet exercice financier. Cet état est présenté au Conseil pour approbation dès sa prochaine session.

CHAPITRE X - DIRECTEUR EXÉCUTIF ET PERSONNEL

ARTICLE 28
Directeur exécutif et personnel

1) Le Conseil nomme le Directeur exécutif. Il fixe les conditions d'emploi du Directeur exécutif ; elles sont comparables à celles des fonctionnaires homologues d'organisations intergouvernementales similaires.

2) Le Directeur exécutif est le chef des services administratifs de l'Organisation ; il est responsable de l'exécution des tâches qui lui incombent dans l'administration du présent Accord.

3) Le Directeur exécutif nomme le personnel conformément au règlement arrêté par le Conseil.

4) Le Directeur exécutif et les autres fonctionnaires ne doivent avoir aucun intérêt financier ni dans l'industrie caféière ni dans le commerce ou le transport du café.

5) Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur exécutif et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun Membre, ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation. Chaque Membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur exécutif et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

CHAPITRE XI - INFORMATION, ÉTUDES ET RECHERCHES

ARTICLE 29

Information

1) L'Organisation sert de centre pour recueillir, échanger et publier :

a) Des renseignements statistiques sur la production, les prix, les exportations, les importations et les réexportations, la distribution et la consommation du café dans le monde ; et

b) Dans la mesure où elle le juge approprié, des renseignements techniques sur la culture, le traitement et l'utilisation du café.

2) Le Conseil peut demander aux Membres de lui donner, en matière de café, les renseignements qu'il juge nécessaires à son activité, notamment des rapports statistiques périodiques sur la production, les tendances de la production, les exportations, les importations et les réexportations, la distribution, la consommation, les stocks, les prix et l'imposition, mais il ne rend public aucun renseignement qui permettrait d'identifier les opérations d'individus ou de firmes qui produisent, traitent ou écoulent du café. Les Membres, autant que faire se peut, communiquent sous une forme aussi détaillée, précise et opportune que possible les renseignements demandés.

3) Le Conseil institue un système de prix indicatifs capable de permettre la publication d'un prix indicatif quotidien composé qui soit le véritable reflet des conditions du marché.

4) Si un Membre ne donne pas ou a peine à donner dans un délai normal les renseignements, statistiques ou autres, dont le Conseil a besoin pour la bonne marche de l'Organisation, le Conseil peut exiger du Membre en question qu'il explique les raisons de ce manquement. S'il constate qu'il faut fournir à cet égard une aide technique, le Conseil peut prendre les mesures nécessaires.

ARTICLE 30

Certificats d'origine

1) Afin de faciliter le recueil de statistiques sur le commerce international du café et de vérifier les quantités de café qui ont été exportées par chaque Membre exportateur, l'Organisation institue un système de certificats d'origine qui obéit aux règles approuvées par le Conseil.

2) Tout le café exporté par un Membre exportateur est accompagné d'un certificat d'origine valide. Les certificats d'origine sont délivrés, conformément au règlement pertinent du Conseil, par l'organisme qualifié que ce Membre a choisi et que l'Organisation a approuvé.

3) Chaque Membre exportateur communique à l'Organisation le nom de l'organisme gouvernemental ou non gouvernemental qu'il a désigné pour remplir les fonctions prévues au paragraphe 2) du présent Article. L'Organisation approuve nommément un organisme non gouvernemental conformément aux règles approuvées par le Conseil.

4) Tout Membre exportateur peut, à titre exceptionnel et avec une justification appropriée, demander au Conseil d'autoriser que les données ayant trait à ses exportations de café qui figurent sur les certificats d'origine soient transmises à l'Organisation sous une forme différente.

ARTICLE 31
Études et recherches

1) L'Organisation favorise la préparation d'études et de recherches sur les conditions économiques de la production et de la distribution du café, l'incidence des mesures prises par les gouvernements dans les pays producteurs et dans les pays consommateurs sur la production et la consommation du café, et la possibilité d'accroître la consommation de café dans ses usages traditionnels et éventuellement par de nouveaux usages.

2) Afin de mettre en oeuvre les dispositions du paragraphe 1) du présent Article, le Conseil adopte, à la deuxième session ordinaire de chaque année caféière, un projet de programme de travail annuel des études et recherches, accompagné d'estimations concernant les ressources nécessaires, qui est établi par le Directeur exécutif.

3) Le Conseil peut approuver la préparation par l'Organisation d'études et de recherches à effectuer conjointement ou avec la collaboration d'autres organisations et institutions. Dans ce cas, le Directeur exécutif présente au Conseil un compte détaillé des ressources nécessaires à fournir par l'Organisation ou par le partenaire ou les partenaires participant au projet.

4) Les études et recherches à mener par l'Organisation en application des dispositions du présent Article sont financées à l'aide de ressources figurant dans le budget administratif, préparé conformément aux dispositions du paragraphe 1) de l'Article 24, et sont exécutées par les membres du personnel de l'Organisation et par des experts-conseils si besoin est.

CHAPITRE XII - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 32
Préparatifs d'un nouvel Accord

1) Le Conseil peut étudier la possibilité de négocier un nouvel Accord international sur le Café.

2) Afin d'exécuter cette disposition, le Conseil examine dans quelle mesure l'Organisation atteint les objectifs du présent Accord, tels qu'ils sont spécifiés à l'Article premier.

ARTICLE 33
Élimination des obstacles à la consommation

1) Les Membres reconnaissent qu'il est de la plus haute importance de réaliser dans les meilleurs délais le plus grand développement possible de la consommation du café, notamment par l'élimination progressive de tout obstacle qui pourrait entraver ce développement.

2) Les Membres reconnaissent que certaines mesures actuellement en vigueur pourraient, dans des proportions plus ou moins grandes, entraver l'augmentation de la consommation du café, en particulier :

a) Certains régimes d'importation applicables au café, y compris les tarifs préférentiels ou autres, les contingents, les opérations des monopoles gouvernementaux ou des organismes officiels d'achat et autres règles administratives ou pratiques commerciales ;

b) Certains régimes d'exportation en ce qui concerne les subventions directes ou indirectes et autres règles administratives ou pratiques commerciales ; et

c) Certaines conditions intérieures de commercialisation et dispositions internes et régionales de caractère législatif et administratif qui pourraient affecter la consommation.

3) Compte tenu des objectifs mentionnés ci-dessus et des dispositions du paragraphe 4) du présent Article, les Membres s'efforcent de poursuivre la réduction des tarifs sur le café ou de prendre d'autres mesures pour éliminer les obstacles à l'augmentation de la consommation.

4) En considération de leur intérêt commun, les Membres s'engagent à rechercher les moyens par lesquels les obstacles au développement du commerce et de la consommation

mentionnés au paragraphe 2) du présent Article pourraient être progressivement réduits et à terme, dans la mesure du possible, éliminés, ou les moyens par lesquels leurs effets pourraient être substantiellement diminués.

5) Eu égard aux engagements contractés aux termes du paragraphe 4) du présent Article, les Membres informent chaque année le Conseil de toutes les mesures qu'ils ont prises en vue de donner suite aux dispositions de cet Article.

6) Le Directeur exécutif prépare périodiquement une étude des obstacles à la consommation, qui est passée en revue par le Conseil.

7) Pour atteindre les objectifs visés dans le présent Article, le Conseil peut faire des recommandations aux Membres qui lui font rapport aussitôt que possible sur les mesures qu'ils ont prises en vue de mettre en oeuvre les recommandations en question.

ARTICLE 34
Promotion

1) Les Membres reconnaissent la nécessité de promouvoir, d'encourager et d'augmenter la consommation de café et s'efforcent d'encourager les activités entreprises à ce titre.

2) Le Comité de promotion, qui est composé de tous les Membres de l'Organisation, assure la promotion de la consommation de café par des activités appropriées, notamment par des campagnes d'information, des recherches et des études ayant trait à la consommation de café.

3) De telles activités de promotion sont financées par des ressources qui peuvent être engagées par les Membres, les non membres, diverses organisations et le secteur privé au cours de réunions du Comité de promotion.

4) Des projets de promotion spécifiques peuvent également être financés par des contributions volontaires de la part des Membres, des non membres, de diverses organisations et du secteur privé.

5) Le Conseil gère des comptes distincts aux fins des paragraphes 3) et 4) du présent Article.

6) Le Comité de promotion établit son propre règlement intérieur. Il prévoit également les réglementations qui gouvernent la participation de non membres de l'Organisation, de diverses organisations et du secteur privé à ses activités, conformément aux dispositions du présent Accord. Il fait rapport régulièrement au Conseil.

ARTICLE 35

Mesures relatives au café transformé

Les Membres reconnaissent que les pays en voie de développement ont besoin d'élargir les bases de leur économie, notamment par l'industrialisation et l'exportation d'articles manufacturés, y compris la transformation du café et l'exportation du café transformé, comme il en est fait mention aux alinéas d), e), f) et g) du paragraphe 1) de l'Article 2. A cet égard, les Membres s'efforcent d'éviter que des mesures gouvernementales susceptibles de s'avérer contraires au secteur du café d'autres Membres ne soient adoptées. Les Membres sont invités à se consulter lors de l'introduction de telles mesures afin d'évaluer les risques de perturbation. Si ces consultations n'aboutissent pas à une solution mutuellement satisfaisante, les parties sont habilitées à invoquer les procédures prévues aux Articles 41 et 42.

ARTICLE 36

Mélanges et succédanés

1) Les Membres ne maintiennent en vigueur aucune réglementation qui exigerait que d'autres produits soient mélangés, traités ou utilisés avec du café, en vue de leur vente dans le commerce sous l'appellation de café. Les Membres s'efforcent d'interdire la publicité et la vente, sous le nom de café, de produits contenant moins de l'équivalent de 95 pour cent de café vert comme matière première de base.

2) Le Conseil peut demander à un pays Membre de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect des dispositions du présent Article.

3) Le Directeur exécutif soumet périodiquement au Conseil un rapport sur la manière dont sont observées les dispositions du présent Article.

ARTICLE 37

Consultations et collaboration avec des organisations non gouvernementales

Sans préjudice des dispositions des Articles 16, 21 et 22, l'Organisation reste en liaison étroite avec les organisations non gouvernementales appropriées s'occupant du commerce international du café et avec les experts en matière de café.

ARTICLE 38

Circuits reconnus du commerce du café

Les Membres conduisent leurs activités dans le cadre du présent Accord de manière à respecter les circuits reconnus du commerce du café et à éviter les pratiques de ventes discriminatoires. Dans l'exercice de ces activités, ils s'efforcent de tenir dûment compte des intérêts légitimes du secteur caféier.

ARTICLE 39

Économie caféière durable

Les Membres prennent dûment en considération la gestion durable des ressources en café et la transformation du café, eu égard aux principes et objectifs ayant trait au développement durable contenus dans l'Agenda 21 de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui a eu lieu à Rio de Janeiro en 1992.

ARTICLE 40

Niveau de vie et conditions de travail des populations

Les Membres prennent en considération l'amélioration du niveau de vie et des conditions de travail des populations actives dans le secteur du café, en fonction du stade de leur développement, compte tenu des principes reconnus au niveau international à cet égard. En outre, les Membres conviennent que les normes de travail ne sont pas utilisées aux fins d'un commerce protectionniste.

CHAPITRE XIII - CONSULTATIONS, DIFFÉRENDS ET RÉCLAMATIONS

ARTICLE 41
Consultations

Chaque Membre accueille favorablement les observations qui peuvent être présentées par un autre Membre sur toute question relative au présent Accord et accepte toute consultation y ayant trait. Au cours de consultations de ce genre, à la demande de l'une des parties et avec l'assentiment de l'autre, le Directeur exécutif institue une commission indépendante qui offre ses bons offices en vue de parvenir à une conciliation. Les dépenses de la commission ne sont pas à la charge de l'Organisation. Si l'une des parties n'accepte pas que le Directeur exécutif institue une commission ou si la consultation ne conduit pas à une solution, la question peut être soumise au Conseil en vertu de l'Article 42. Si la consultation aboutit à une solution, un rapport est présenté au Directeur exécutif qui le distribue à tous les Membres.

ARTICLE 42
Différends et réclamations

1) Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglé par voie de négociation est, à la demande de tout Membre partie au différend, déféré au Conseil pour décision.

2) Quand un différend est déféré au Conseil en vertu du paragraphe 1) du présent Article, la majorité des Membres, ou plusieurs Membres qui détiennent ensemble au moins le tiers du total des voix, peuvent demander au Conseil de solliciter, après discussion de l'affaire et avant de faire connaître sa décision, l'opinion de la commission consultative mentionnée au paragraphe 3) du présent Article sur les questions en litige.

3) a) Sauf décision contraire prise à l'unanimité par le Conseil, cette commission consultative est composée de :

i) Deux personnes désignées par les Membres exportateurs, dont l'une a une grande expérience des questions du genre de celle qui est en litige et l'autre a de l'autorité et de l'expérience en matière juridique ;

ii) Deux personnes désignées par les Membres importateurs selon les mêmes critères ; et

iii) Un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes nommées en vertu des alinéas i) et ii) ou, en cas de désaccord, par le Président du Conseil.

b) Les ressortissants des pays qui sont Parties Contractantes au présent Accord peuvent siéger à la commission consultative.

c) Les membres de la commission consultative agissent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement.

d) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge de l'Organisation.

4) L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au Conseil, qui tranche le différend après avoir pris en considération toutes les données pertinentes.

5) Le Conseil statue sur tout différend dont il est saisi dans les six mois qui suivent la date à laquelle ce différend lui a été soumis.

6) Quand un Membre se plaint qu'un autre Membre n'a pas rempli les obligations que lui impose le présent Accord, cette plainte est, à la requête du plaignant, déférée au Conseil, qui décide.

7) Un Membre ne peut être reconnu coupable d'une infraction au présent Accord que par décision prise à la majorité répartie simple des voix. Toute constatation d'une infraction à l'Accord de la part d'un Membre doit spécifier la nature de l'infraction.

8) Si le Conseil constate qu'un Membre a commis une infraction au présent Accord, il peut, sans préjudice des autres mesures coercitives prévues à d'autres Articles de l'Accord et par décision prise à la majorité répartie des deux tiers des voix, suspendre le droit que ce Membre a de voter au Conseil et le droit qu'il a de voter ou de faire voter pour lui au Comité exécutif, jusqu'au moment où il se sera acquitté de ses obligations, ou exiger son exclusion de l'Organisation en vertu de l'Article 50.

9) Un Membre peut demander un avis préalable au Comité exécutif en cas de différend ou de réclamation avant que la question ne soit examinée par le Conseil.

CHAPITRE XIV - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 43
Signature

Le présent Accord sera, du 1 novembre 2000 jusqu'au 25 septembre 2001 inclus, ouvert, au siège de l'Organisation des Nations Unies, à la signature des Parties Contractantes à l'Accord international de 1994 sur le Café ou à l'Accord international de 1994 sur le Café tel que prorogé ainsi qu'à celle des gouvernements invités aux sessions du Conseil international du Café au cours desquelles le présent Accord a été négocié.

ARTICLE 44
Ratification, acceptation ou approbation

1) Le présent Accord est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des gouvernements signataires, conformément à leur procédure constitutionnelle.

2) Sauf dans les cas prévus par l'Article 45, les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au plus tard le 25 septembre 2001. Cependant, le Conseil peut décider d'accorder des prorogations de délai aux gouvernements signataires qui ne sont pas en mesure de déposer leurs instruments avant cette date. De telles décisions du Conseil seront transmises au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 45
Entrée en vigueur

1) Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 1 octobre 2001 si, à cette date, des gouvernements représentant au moins 15 Membres exportateurs ayant au minimum 70 pour cent des voix des Membres exportateurs, et au moins 10 Membres importateurs ayant au minimum 70 pour cent des voix des Membres importateurs, selon la répartition à la date du 25 septembre 2001, sans qu'il soit fait référence à une suspension éventuelle au titre des Articles 25 et 42, ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. D'autre part, le présent Accord entrera définitivement en vigueur à n'importe quel moment après le 1 octobre 2001, s'il est provisoirement en vigueur, conformément aux dispositions du paragraphe 2) du présent Article, et si les conditions concernant le pourcentage sont satisfaites par le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2) Le présent Accord peut entrer en vigueur provisoirement le 1 octobre 2001. A cette fin, si un gouvernement signataire ou toute autre Partie Contractante à l'Accord international de 1994 sur le Café tel que prorogé notifie au Secrétaire général de l'Organisation des

Nations Unies, qui recevra la notification au plus tard le 25 septembre 2001, qu'il s'engage à appliquer les dispositions de ce nouvel Accord à titre provisoire, conformément à ses lois et règlements, et à chercher à obtenir, aussi vite que le permet sa procédure constitutionnelle, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, cette notification est considérée comme de même effet qu'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Un gouvernement qui s'engage à appliquer provisoirement les dispositions du présent Accord, conformément à ses lois et règlements, en attendant le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation sera considéré comme provisoirement Partie à cet Accord jusqu'à celle des deux dates qui sera la plus proche : celle du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le 30 juin 2002 inclusivement. Le Conseil peut accorder une prorogation du délai pendant lequel un gouvernement qui applique provisoirement le présent Accord peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3) Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur définitivement ou provisoirement le 1 octobre 2001, conformément aux dispositions du paragraphe 1) ou du paragraphe 2) du présent Article, les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui ont adressé les notifications aux termes desquelles ils s'engagent à appliquer provisoirement les dispositions de cet Accord, conformément à leurs lois et règlements, et à chercher à obtenir la ratification, l'acceptation ou l'approbation, peuvent décider, d'un commun accord, qu'il entrera en vigueur entre eux. De même, si le présent Accord est entré en vigueur provisoirement, mais non définitivement, le 31 mars 2002, les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui ont fait les notifications mentionnées au paragraphe 2) du présent Article, peuvent décider, d'un commun accord, qu'il continuera à rester provisoirement en vigueur ou qu'il entrera définitivement en vigueur entre eux.

ARTICLE 46
Adhésion

1) Le gouvernement de tout État Membre de l'Organisation des Nations Unies ou Membre d'une de ses institutions spécialisées peut adhérer au présent Accord aux conditions que fixe le Conseil.

2) Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. L'adhésion prend effet au moment du dépôt de l'instrument.

ARTICLE 47
Réserves

Aucune des dispositions du présent Accord ne peut faire l'objet de réserves.

ARTICLE 48

Application à des territoires désignés

1) Tout gouvernement peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'application provisoire ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que le présent Accord s'applique à tel ou tel des territoires dont il assure la représentation internationale ; l'Accord s'applique aux territoires désignés dans la notification à compter de la date de la notification.

2) Toute Partie Contractante qui désire exercer, à l'égard de tel ou tel des territoires dont elle assure la représentation internationale, le droit que lui donne l'Article 5, ou qui désire autoriser l'un ou l'autre de ces territoires à faire partie d'un groupe Membre constitué en vertu de l'Article 6, peut le faire en adressant au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'application provisoire ou d'adhésion, soit à tout moment par la suite, une notification en ce sens.

3) Toute Partie Contractante qui a fait la déclaration prévue au paragraphe 1) du présent Article peut, par la suite, notifier à tout moment au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que le présent Accord cesse de s'appliquer à tel ou tel territoire qu'elle désigne; l'Accord cesse de s'appliquer à ce territoire à compter de la date de la notification.

4) Lorsqu'un territoire auquel s'appliquait le présent Accord en vertu du paragraphe 1) du présent Article devient indépendant, le gouvernement du nouvel État peut, dans les 90 jours de son accession à l'indépendance, notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il a assumé les droits et obligations d'une Partie Contractante à l'Accord. Il devient Partie Contractante au présent Accord à compter de la date de la notification. Le Conseil peut accorder une prorogation du délai imparti pour faire cette notification.

ARTICLE 49

Retrait volontaire

Toute Partie Contractante peut à tout moment se retirer du présent Accord en notifiant par écrit son retrait au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le retrait prend effet 90 jours après réception de la notification.

ARTICLE 50

Exclusion

Si le Conseil considère qu'un Membre a commis une infraction aux obligations que lui impose le présent Accord, et s'il estime en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement de l'Accord, il peut, à la majorité répartie des deux tiers des voix, exclure ce Membre de l'Organisation. Le Conseil notifie immédiatement cette décision au Secrétaire général de l'Organisation des Nation Unies. Quatre-vingt-dix jours après la décision du Conseil, ce Membre œsse d'appartenir à l'Organisation internationale du Café et, si ce Membre est Partie Contractante, d'être Partie à l'Accord.

ARTICLE 51

Liquidation des comptes en cas de retrait ou d'exclusion

1) En cas de retrait ou d'exclusion d'un Membre, le Conseil liquide ses comptes s'il y a lieu. L'Organisation conserve les sommes déjà versées par ce Membre, qui est d'autre part tenu de régler toute somme qu'il lui doit à la date effective du retrait ou de l'exclusion de l'Organisation ; toutefois, s'il s'agit d'une Partie Contractante qui ne peut pas accepter un amendement et qui, de ce fait, cesse d'être Partie à l'Accord en vertu du paragraphe 2) de l'Article 53, le Conseil peut liquider les comptes de la manière qui lui semble équitable.

2) Un Membre qui a cessé de participer au présent Accord n'a droit à aucune part du produit de la liquidation ou des autres avoirs de l'Organisation; il ne peut non plus lui être imputé aucune partie du déficit éventuel de l'Organisation lorsque l'Accord prend fin.

ARTICLE 52

Durée et expiration ou résiliation

1) Le présent Accord reste en vigueur pendant une période de six années, jusqu'au 30 septembre 2007, à moins qu'il ne soit prorogé en vertu du paragraphe 2) du présent Article ou résilié en vertu du paragraphe 3) du présent Article.

2) Le Conseil peut, par décision prise à la majorité des Membres détenant au moins une majorité répartie des deux tiers du total des voix, décider de proroger le présent Accord au-delà du 30 septembre 2007 pour une ou plusieurs périodes successives ne dépassant pas six années au total. Tout Membre qui n'est pas en mesure d'accepter une telle prorogation du présent Accord en informe par écrit le Conseil et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avant le début de la période de prorogation et cesse d'être Partie à l'Accord dès le début de la période de prorogation.

3) Le Conseil peut, à tout moment, par décision prise à la majorité des Membres détenant au moins une majorité répartie des deux tiers du total des voix, décider de résilier le présent Accord. La résiliation prend effet à dater du moment que le Conseil décide.

4) Nonobstant la résiliation de l'Accord, le Conseil continue à exister aussi longtemps qu'il le faut pour prendre toute mesure qui s'impose pendant la période de temps requise pour liquider l'Organisation, apurer ses comptes et disposer de ses avoirs.

5) Toute décision concernant la durée et/ou la résiliation du présent Accord et toute notification reçue par le Conseil, conformément au présent Article, est dûment transmise au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Conseil.

ARTICLE 53
Amendements

1) Le Conseil peut, par décision prise à la majorité répartie des deux tiers des voix, recommander aux Parties Contractantes un amendement au présent Accord. Cet amendement prend effet 100 jours après que des Parties Contractantes qui représentent au moins 70 pour cent des Membres exportateurs détenant au minimum 75 pour cent des voix des Membres exportateurs, et des Parties Contractantes qui représentent au moins 70 pour cent des Membres importateurs détenant au minimum 75 pour cent des voix des Membres importateurs, ont notifié leur acceptation au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil fixe un délai avant l'expiration duquel les Parties Contractantes notifient au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elles acceptent l'amendement. Si, à l'expiration de ce délai, les conditions relatives au pourcentage exigé pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas remplies, il est considéré comme retiré.

2) Si une Partie Contractante, ou un territoire qui est Membre ou fait partie d'un groupe Membre, n'a pas notifié ou fait notifier son acceptation d'un amendement dans le délai imparti par le Conseil à cet effet, cette Partie Contractante ou ce territoire cesse d'être Partie au présent Accord à compter de la date à laquelle l'amendement entre en vigueur.

3) Le Conseil notifie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de tout amendement diffusé aux Parties Contractantes en vertu du présent Article.

ARTICLE 54

Dispositions supplémentaires et transitoires

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'Accord international de 1994 sur le Café tel que prorogé :

a) Toutes les mesures prises en vertu de l'Accord international de 1994 sur le Café tel que prorogé qui sont en vigueur au 30 septembre 2001 et dont il n'est pas spécifié que leur effet expire à cette date restent en vigueur, à moins qu'elles ne soient modifiées par les dispositions du présent Accord ; et

b) Toutes les décisions que le Conseil doit prendre pendant l'année caféière 2000/01 en vue de leur application au cours de l'année caféière 2001/02 sont prises au cours de l'année caféière 2000/01 ; elles sont appliquées à titre provisoire comme si l'Accord était déjà entré en vigueur.

ARTICLE 55

Textes de l'Accord faisant foi

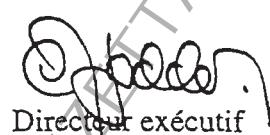
Les textes du présent Accord en anglais, espagnol, français et portugais font tous également foi. Les originaux sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé le présent Accord aux dates qui figurent en regard de leur signature.

ANNEXE I

FACTEURS DE CONVERSION POUR LE CAFÉ TORRÉFIÉ, DÉCAFÉINÉ, LIQUIDE ET SOLUBLE TELS QUE DÉFINIS DANS L'ACCORD INTERNATIONAL DE 1994 SUR LE CAFÉ

Café torréfié
L'équivalent en café vert du café torréfié s'obtient en multipliant par 1,19 le poids net du café torréfié.

Café décaféiné
L'équivalent en café vert du café décaféiné s'obtient en multipliant par 1, 1,19 ou 2,6 respectivement, le poids net du café décaféiné vert, torréfié ou soluble.

Café liquide
L'équivalent en café vert du café liquide s'obtient en multipliant par 2,6 le poids net des solides de café déshydratés contenus dans le café liquide.

Café soluble
L'équivalent en café vert du café soluble s'obtient en multipliant par 2,6 le poids net du café soluble.

COPIE CERTIFIÉE AUTHENTIQUE ET INTÉGRALE du texte français de l'Accord international de 2001 sur le Café dont l'original, tel qu'approuvé par la Résolution numéro 393 du Conseil international du Café à sa quatre-vingt-deuxième session le 28 septembre 2000, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Directeur exécutif
Organisation internationale du Café

Londres
Date le 18 octobre 2000

Traduzione non ufficiale

ACCORDO INTERNAZIONALE DEL 2001 SUL CAFFE'

I Governi Parte del presente Accordo,

Riconoscendo l'eccezionale importanza del caffè per le economie di molti paesi che dipendono in gran parte da questa merce per i loro proventi di esportazione e, di conseguenza. l'importanza di continuare i loro programmi di sviluppo sociale ed economico;

Riconoscendo l'importanza del settore caffeario, unica fonte di reddito per milioni di persone, in particolare nei paesi in via di sviluppo, e tenendo conto del fatto che, in molti di questi paesi, la produzione avviene per mezzo di piccole aziende agricole a conduzione famigliare ,

Riconoscendo la necessità d'incoraggiare la valorizzazione delle risorse produttive, nonché di promuovere e di mantenere il lavoro ed il reddito nell'industria caffearia dei Paesi membri , ottenendovi salari equi, un livello di vita più elevato e migliori condizioni di lavoro;

Considerando che una stretta cooperazione internazionale nel settore del commercio di caffè favorirà la diversificazione e l'espansione dell'economia dei paesi produttori di caffè e contribuirà a migliorare le relazioni politiche ed economiche fra paesi esportatori e paesi importatori di caffè, nonché ad accrescere il consumo di caffè;

Riconoscendo l'opportunità di evitare squilibri fra la produzione ed il consumo, tali da dare luogo a forti fluttuazioni dei prezzi, pregiudizievoli sia per i produttori come pure per i consumatori;

In considerazione del rapporto esistente fra una stabile commercializzazione del caffè e la stabilità dei mercati di prodotti manufatti;

Prendendo nota dei vantaggi ottenuti grazie alla cooperazione internazionale suscitata dall'attuazione degli Accordi internazionali del 1962, 1968, 1976, 1983 e 1994 sul caffè,

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I- OBIETTIVI

Articolo 1

Obiettivi

Gli obiettivi del presente Accordo sono:

(1) promuovere la cooperazione internazionale su questioni relative al caffè;

(2) fornire un'istanza per consultazioni intergovernative e negoziati , se del caso su questioni relative al caffè e sulle modalità per ottenere un equilibrio ragionevole fra l'offerta e la domanda mondiale su una base atta a garantire adeguate forniture di caffè, a prezzi equi, ai consumatori ed ai mercati del caffè con prezzi remunerativi per i produttori e tali da determinare a lungo termine l'equilibrio fra produzione e consumo;

(3) costituire un'istanza per consultazioni su questioni relative al caffè con il settore privato;

(4) agevolare l'espansione e la trasparenza del commercio di caffè internazionale

(5) fungere da centro per la raccolta, la divulgazione e la pubblicazione di informazioni economiche e tecniche, di statistiche e studi, nonché di elementi di ricerca e sviluppo in su questioni relative al caffè, e promuovere queste attività;

(6) incoraggiare i Membri a sviluppare un'economia sostenibile del caffè;

(7) promuovere, incoraggiare ed accrescere il consumo di caffè;

(8) analizzare e guidare la preparazione di progetti, nell'interesse dell'economia caffearia mondiale , per poi sottoporli agli organismi donatori o di finanziamento, come opportuno;

(9) Promuovere la qualità; e

(10) Promuovere i programmi di formazione e d'informazione destinati a facilitare il trasferimento, verso i Membri, di tecnologie appropriate per il caffè.

ARTICOLO II – Definizioni

Articolo 2

Definizioni

Ai fini del presente Accordo:

(1) *Caffè* significa il seme e la ciliegia della pianta del caffè, sia che si tratti di caffè pergamenato, di caffè verde, o di caffè torrefatto, ivi compreso il caffè macinato, il caffè decaffeinato, il caffè liquido ed il caffè solubile . Il Consiglio, al più presto dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, passa in rassegna i fattori di conversione per i tipi di caffè enumerati ai capoversi (d), (e), (f) e (g) di seguito. Tre anni dopo, esso procede ad un esame analogo. Dopo ciascuno di questi esami, il Consiglio, con una maggioranza ripartita di due terzi dei voti , determina e pubblica i fattori di conversione appropriati. Prima dell'esame iniziale, e qualora il Consiglio non sia in grado di deliberare, i fattori di conversione sono quelli utilizzati nell'Accordo internazionale del 1994 sul Caffè i quali sono enumerati all'Allegato I del presente Accordo. Fatte salve tali disposizioni, i termini in appresso avranno il seguente significato:

(a) *caffè verde* significa qualsiasi caffè in seme, decorticato, prima della torrefazione;

(b) *ciliegia di caffè* essiccata significa il frutto essiccato della pianta del caffè, l'equivalente in caffè verde delle ciliegie di caffè essiccate si ottiene moltiplicando per 0.50 il peso netto delle ciliegie essiccate;

(c) *caffè pergamenato* significa il seme di caffè verde avvolto nel pergamino; l'equivalente di caffè verde del caffè pergamenato si ottiene moltiplicando per 0.80 il peso netto del caffè pergamenato

(d) *caffè torrefatto* significa il caffè verde torrefatto ad un qualsiasi grado e comprende il caffè macinato;

(e) *caffè decaffeinato* significa il caffè verde, torrefatto o solubile, dopo estrazione della caffeina;

(f) *Caffè liquido* significa i solidi solubili in acqua, ottenuti a partire dal caffè torrefatto e presentati sotto forma liquida;

(g) *Caffè solubile* significa i solidi disidratati e solubili in acqua, ottenuti a partire dal caffè torrefatto;

(2) *Sacco* significa un quantitativo di 60 chilogrammi pari a 132,276 libbre di caffè verde; tonnellata significa la tonnellata metrica pari a 2 204,6 libbre; la libbra equivale a 453, 597 grammi.

(3) "*Annata caffearia*" significa il periodo di dodici mesi che va dal 1 ottobre al 30 settembre.

(4) *Organizzazione* significa l'Organizzazione internazionale del caffè; Consiglio significa il Consiglio internazionale del Caffè.

(5) *Parte Contraente* significa un Governo o un'organizzazione intergovernativa di cui al paragrafo 3) dell'Articolo 4, che ha depositato uno strumento di ratifica, di accettazione di approvazione o di applicazione provvisoria del presente Accordo in conformità alle disposizioni degli Articoli 44 e 45, o che vi ha aderito, secondo le disposizioni dell'Articolo 46.

(6) *Membro* significa una Parte contraente; il territorio o i territori designati che sono stati dichiarati Membro separato a norma dell'Articolo 5; oppure due o più Parti contraenti o territori designati o più Parti contraenti e territori designati che fanno parte dell'Organizzazione in qualità di gruppo Membro , a norma dell'Articolo 6.

(7) *Membro esportatore* o paese esportatore significa, rispettivamente un Membro o un paese esportatore netto di caffè, vale a dire un Membro o paese le cui esportazioni superano le importazioni.

(8) *Membro importatore* o paese importatore significa rispettivamente un Membro o un paese importatore netto di caffè, ossia un Membro o un paese le cui importazioni superano le esportazioni.

(9) *Maggioranza ripartita semplice* significa una votazione che richiede più della metà dei Membri esportatori presenti e votanti e più della metà dei voti espressi dai membri importatori presenti e votanti conteggiati separatamente.

(10) *Maggioranza ripartita di due terzi* significa una votazione che richiede più di due terzi dei voti espressi dai Membri esportatori presenti e votanti e più di due terzi dei voti espressi dai Membri importatori presenti e votanti conteggiati separatamente.

(11) *Entrata in vigore* significa, salvo indicazione contraria, la data alla quale l'Accordo entra in vigore in via provvisoria o definitiva.

CAPITOLO III- IMPEGNI GENERALI DEI MEMBRI

Articolo 3

Impegni generali dei Membri

(1) I Membri si impegnano ad adottare ogni misura necessaria che consenta loro di adempiere agli obblighi prescritti nei loro confronti dal presente Accordo ed a cooperare pienamente tra di loro per conseguire la realizzazione degli obiettivi del presente Accordo; i Membri s'impegnano in particolare a fornire tutte le informazioni necessarie per agevolare il funzionamento dell'Accordo.

(2) I Membri riconoscono che i certificati di origine sono una fonte importante d'informazioni sugli scambi di caffè. I Membri esportatori pertanto si assumono la responsabilità di vigilare affinché i certificati di origine siano correttamente rilasciati ed utilizzati ad ogni buon fine, secondo la regolamentazione stabilita dal Consiglio.

(3) I Membri riconoscono inoltre che le informazioni sulle riesportazioni sono ugualmente importanti per procedere ad una appropriata analisi dell'economia caffearia mondiale. Di conseguenza, i membri importatori si impegnano a fornire informazioni regolari e precise sulle riesportazioni, nella forma e nei modi determinati dal Consiglio.

CAPITOLO IV-MEMBRI

ARTICOLO 4

Membri dell'Organizzazione

(1) Ciascuna Parte Contraente costituisce con quei territori ai quali si applica il presente Accordo ai sensi del paragrafo 1 dell'Articolo 48, un solo e medesimo Membro dell'Organizzazione, salvo quanto disposto dagli Articoli 5 e 6.

(2) Un Membro può cambiare la sua categoria di adesione in condizioni da stabilirsi dal Consiglio.

(3) Qualsiasi riferimento nel presente Accordo ad un Governo sarà interpretato nel senso di includere un riferimento alla Comunità europea o a qualsiasi organizzazione intergovernativa avente analoghe responsabilità, per quanto riguarda la negoziazione, la conclusione e l'attuazione di accordi internazionali, in particolare degli accordi sui prodotti di base.

(4) Tale organizzazione intergovernativa non dispone di un proprio voto, tuttavia, in caso di votazione su questioni di sua competenza, essa è autorizzata a disporre dei voti dei suoi Stati Membri, ed essa li esprime in blocco..In questi casi, gli Stati membri dell'organizzazione intergovernativa non sono autorizzati ad esercitare individualmente il loro diritto di voto.

(5) Tale organizzazione intergovernativa non è eleggibile al Comitato esecutivo ai sensi del paragrafo (1) dell'articolo 17, ma può partecipare ai dibattiti del Comitato Esecutivo sulle questioni di sua competenza. In caso di voto su questioni di sua competenza ed in deroga al disposto del paragrafo (1) dell'Articolo 20, i voti di cui gli Stati Membri sono autorizzati a disporre nel Comitato esecutivo , possono essere espressi in blocco da uno qualsiasi dei medesimi Stati Membri.

ARTICOLO 5

Partecipazione separata di territori designati

Ogni Parte Contraente importatrice netta di caffè può ad ogni momento , per mezzo della notifica prevista al paragrafo 2 dell'Articolo 49, dichiarare che partecipa all'Organizzazione, indipendentemente da ogni territorio tra quelli di cui assicura la rappresentanza internazionale e che sono esportatori netti di caffè .In questo caso il territorio metropolitano ed i suoi territori non designati costituiscono un solo ed unico Membro mentre i territori designati hanno, individualmente o collettivamente, secondo i termini della notifica, la qualità di Membro distinto.

ARTICOLO 6

Partecipazione in gruppo

1) Due o più Parti Contraenti che sono esportatrici nette di caffè possono dichiarare mediante una notifica indirizzata al Consiglio ed al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite all'atto del deposito dei loro rispettivi strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di attuazione provvisoria o di adesione, che esse sono Membri dell'Organizzazione come gruppo. Può far parte di tale gruppo un territorio al quale il presente Accordo si applica in forza del paragrafo 2 dell'articolo 48, se il governo dello Stato che ne cura le relazioni internazionali ha trasmesso la notifica di cui al paragrafo 2 dell'Articolo 48. Tali Parti Contraenti e tali territori designati devono soddisfare le seguenti condizioni:

a) dichiararsi disposti ad accettare la responsabilità sia individuale che collettiva, del rispetto degli obblighi del gruppo;

b) successivamente provare in forma soddisfacente per il Consiglio:

i) che il gruppo dispone dell'organizzazione necessaria per l'applicazione di una politica comune in materia di caffè e che hanno i mezzi per adempiere, unitamente ad altri membri del gruppo, agli obblighi ad essi imposti dal presente Accordo;

ii) che essi hanno una politica commerciale ed economica comune o coordinata in materia di caffè ed una politica monetaria e finanziaria coordinata, e che dispongono degli organi occorrenti per l'applicazione di dette politiche, in modo che il Consiglio abbia la garanzia che il gruppo membro è in grado di conformarsi a tutti gli obblighi collettivi che ne derivano.

2) Ogni gruppo Membro riconosciuto ai sensi dell'Accordo Internazionale del 1994 sul caffè continua ad essere riconosciuto come gruppo salvo se notifica al Consiglio che non desidera più essere riconosciuto in quanto tale.

3) Il gruppo Membro costituisce un solo e medesimo Membro dell'Organizzazione, rimanendo tuttavia inteso che ciascun membro del gruppo sarà trattato come Membro distinto per le questioni di competenza delle seguenti disposizioni:

a) Articoli 11 e 12; e

b) Articolo 51.

4) Le Parti Contraenti ed i territori designati che entrano a far parte dell'Organizzazione in quanto gruppo indicano il governo o l'organizzazione che li rappresenta al Consiglio per le questioni di cui tratta il presente Accordo, ad eccezione di quelle enumerate al paragrafo 3) del presente Articolo.

5) Il diritto di voto del gruppo si esercita come segue:

a) Il gruppo Membro ha, come cifra di base, lo stesso numero di voti di un solo Paese Membro entrato a titolo individuale nell'Organizzazione. Il Governo o l'organizzazione che rappresenta il gruppo riceve tali voti e ne dispone;

b) se la questione posta ai voti rientra nel quadro delle disposizioni di cui al paragrafo 3 del presente Articolo, i diversi membri del Gruppo possono disporre separatamente dei voti ad essi attribuiti dal paragrafo 3 dell'articolo 13, come se ciascuno di essi fosse un membro individuale dell'Organizzazione, tranne che per i voti di

base che rimangono in tal caso assegnati al governo o all'organizzazione che rappresenta il gruppo.

6) Ogni Parte Contraente o territorio designato che fa parte di un gruppo Membro può, mediante una notifica indirizzata al Consiglio, ritirarsi dal gruppo e divenire Membro in proprio. Il ritiro ha effetto dalla data di ricezione della notifica da parte del Consiglio. Quando una delle Parti di un gruppo Membro si ritira da esso, o cessa di partecipare all'Organizzazione, gli altri membri del gruppo possono chiedere al Consiglio di mantenere il gruppo ; il gruppo continua a sussistere, salvo nel caso in cui il Consiglio respinga la domanda. In caso di scioglimento del gruppo membro, ciascuno dei suoi ex-membri diviene Membro a sé stante. Un Membro che ha cessato di appartenere ad un gruppo non può ridivenire membro di un gruppo qualsiasi finché il presente Accordo rimane in vigore.

7) Ogni Parte Contraente che desidera far parte di un gruppo Membro dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, può farlo previa notifica al Consiglio, a condizione:

a) che gli altri membri del gruppo dichiarino di essere disposti ad accettare il Membro in questione come parte del gruppo Membro;

b) di notificare al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite la sua appartenenza al gruppo.

8) Due o più Membri esportatori possono richiedere in qualsiasi momento al Consiglio, dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, l'autorizzazione a costituirsi in gruppo. Il Consiglio li autorizza se constata che essi hanno inviato la dichiarazione e gli elementi di prova richiesti dal paragrafo 1) del presente Articolo. Dal momento in cui il Consiglio concede l'autorizzazione, divengono applicabili al gruppo le norme dei paragrafi 3), 4), 5) e 6 del presente Articolo.

CAPITOLO V - ORGANIZZAZIONE INTERNAZIONALE DEL CAFFE'

ARTICOLO 7

Sede e struttura dell'Organizzazione internazionale del caffè

1) L'Organizzazione internazionale del caffè costituita con l'Accordo internazionale del 1962 sul caffè continua ad esistere al fine di provvedere all'attuazione del presente Accordo e sorvegliarne il funzionamento.

2) L'Organizzazione ha sede a Londra, salvo diversa decisione del Consiglio deliberante a maggioranza ripartita di due terzi dei voti.

3) L'Organizzazione esercita le sue funzioni tramite il Consiglio internazionale del Caffè ed il Comitato Esecutivo, assistiti come opportuno dalla Conferenza Mondiale del Caffè, dal Comitato Consultivo per il settore privato, dal Comitato di promozione e da comitati specializzati.

ARTICOLO 8

Privilegi ed immunità.

1) L'Organizzazione è dotata di personalità giuridica. Essa dispone in particolare della capacità di contrattare, acquistare ed alienare beni mobili ed immobili, nonché di stare in giudizio.

2) Lo Statuto, i privilegi e le immunità dell'Organizzazione, del Direttore esecutivo, dei membri del personale e degli esperti, nonché dei rappresentanti dei paesi Membri che si trovano sul territorio del paese ospite al fine di esercitarvi le loro funzioni, continueranno ad essere regolati dall'Accordo di Sede concluso fra il Governo ospite e l'Organizzazione il 28 maggio 1969.

3) L'Accordo di sede di cui al paragrafo 2 del presente Articolo è indipendente dal presente Accordo. Tuttavia esso può estinguersi:

a) per mutuo consenso del Governo ospite e dell'Organizzazione;

b) nel caso che la sede dell'Organizzazione sia trasferita fuori dal territorio del Governo ospite; oppure

c) qualora l'Organizzazione cessi di esistere.

4) L'Organizzazione può concludere con uno o più altri Membri degli accordi che dovranno essere approvati dal Consiglio, vertenti sui privilegi e le immunità, che potrebbero essere necessari per il buon funzionamento del presente Accordo.

5) I Governi dei Paesi Membri diversi dal Governo ospite , concedono all'Organizzazione, per ciò che riguarda le regolamentazioni valutarie o di cambio, il mantenimento di conti bancari ed il trasferimento di fondi, le stesse facilitazioni in vigore di quelle previste per le Istituzioni specializzate dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

CAPITOLO VI- CONSIGLIO INTERNAZIONALE DEL CAFFE

ARTICOLO 9

Composizione del Consiglio Internazionale del Caffè

1) L'Autorità suprema dell'Organizzazione è il Consiglio Internazionale del Caffè, di cui fanno parte tutti i Membri dell'Organizzazione.

2) Ciascun Membro nomina un proprio rappresentante al Consiglio e, se lo desidera, uno o più supplenti. Ciascun Membro può inoltre fare assistere il suo rappresentante o i suoi supplenti da uno o più consiglieri.

ARTICOLO 10

Poteri e funzioni del Consiglio

1) Il Consiglio, investito di tutti i poteri espressamente conferiti dal presente Accordo, dispone dei poteri ed esercita le funzioni necessarie per l'esecuzione delle disposizioni del presente Accordo.

2) IL Consiglio delega al suo Presidente il compito di verificare, con l'assistenza del Segretariato, la validità delle comunicazioni per iscritto che gli sono indirizzate in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 9), del paragrafo 3 dell'articolo 12 e del paragrafo 2 dell'articolo 14. Il Presidente fa rapporto al Consiglio.

3) IL Consiglio può istituire ogni comitato o gruppo di lavoro che ritiene necessario.

4) Il Consiglio stabilisce , a maggioranza ripartita di due terzi, i regolamenti necessari all'esecuzione del presente Accordo e conformi alle sue disposizioni, in particolare il proprio regolamento interno ed i regolamenti applicabili alla gestione finanziaria dell'Organizzazione ed al suo personale. Il Consiglio può prevedere nel suo regolamento interno una procedura che gli consenta di prendere, senza riunirsi, decisioni su questioni specifiche.

5) Il Consiglio provvede inoltre all'aggiornamento della documentazione necessaria per l'espletamento delle funzioni che gli sono conferite dal presente Accordo, e di ogni altra documentazione che ritiene auspicabile.

ARTICOLO 11

Presidente e Vice-presidenti del Consiglio

1) Il Consiglio elegge per ogni annata caffearia un Presidente, nonché un primo, un secondo ed un terzo Vicepresidente, che non sono retribuiti dall'Organizzazione.

2) Come regola generale, il Presidente ed il primo Vice Presidente sono entrambi eletti tra i rappresentanti dei Membri esportatori o tra quelli dei Membri importatori , ed il secondo ed il terzo Vicepresidente tra i rappresentanti dell'altra categoria. Tale ripartizione si alterna dall'una all'altra annata caffearia.

3) Né il Presidente né il Vicepresidente facente funzione di presidente hanno diritto di voto. In questo caso, il loro supplente esercita il diritto di voto del paese Membro.

ARTICOLO 12

Sessioni del Consiglio

1) Come regola generale il Consiglio tiene sessioni ordinarie due volte l'anno. Esso può tenere sessioni straordinarie qualora così decida. Sono anche tenute sessioni speciali su richiesta del Comitato esecutivo o di cinque Membri o di uno o più Membri che riuniscono almeno 200 voti. Le sessioni del Consiglio sono indette con almeno 30 giorni di anticipo, salvo in caso di emergenza , nel qual caso sono indette con un preavviso di almeno 10 giorni.

2) Le sessioni si svolgono presso la sede dell'Organizzazione, a meno che il Consiglio non decida diversamente con una votazione a maggioranza ripartita di due terzi dei voti.. Se un Membro invita il Consiglio a svolgere una riunione sul suo territorio ed il Consiglio dà il suo accordo, le spese supplementari che ne derivano per l'Organizzazione, eccedenti quelle normalmente sostenute quando la sessione si svolge in sede, saranno a carico di detto Membro.

3) Il Consiglio può invitare ogni paese non membro o ogni organizzazione di cui all'Articolo 16 ad assistere a qualunque sua sessione in qualità di osservatore.Se l'invito viene accettato, il paese o l'organizzazione in questione invia al Presidente una comunicazione scritta a tal fine. Se lo desidera, può chiedere in tale comunicazione l'autorizzazione a fare dichiarazioni al Consiglio.

4) Il quorum necessario affinché una sessione del Consiglio possa prendere decisioni è costituito dalla maggioranza dei Membri esportatori ed importatori che rappresentano rispettivamente almeno due terzi dei voti per ciascuna categoria.Se all'inizio di una sessione del Consiglio o di una riunione plenaria, il quorum non è raggiunto, il Presidente decide di ritardare l'apertura della sessione o della riunione plenaria di almeno due ore. Se all'ora prevista per la nuova riunione, il quorum non è ancora stato raggiunto, il Presidente può di

nuovo differire per almeno altre due ore l'inizio della sessione o della riunione plenaria. Se alla fine di questo nuovo rinvio, il quorum non è ancora stato raggiunto, il numero legale richiesto per prendere decisioni sarà costituito dalla presenza di oltre la metà dei Membri esportatori ed importatori che detengono rispettivamente almeno la metà dei voti per ciascuna categoria. I Membri rappresentati per procura in conformità al paragrafo 2) dell'articolo 14 sono considerati presenti.

ARTICOLO 13

Voti

1) Sia i Membri esportatori che i Membri importatori dispongono rispettivamente di un totale di 1 000 voti, i quali sono ripartiti all'interno di ciascuna categoria, quella degli esportatori e quella degli importatori, come indicato nei seguenti paragrafi del presente Articolo.

2) Ciascun Membro avrà cinque voti, come cifra di base.

3) La rimanenza dei voti dei Membri esportatori è suddivisa fra di essi, proporzionalmente al volume medio dello loro rispettive esportazioni di caffè verso qualsiasi destinazione nei quattro anni civili precedenti.

4) La rimanenza dei voti dei Membri importatori è suddivisa fra di essi proporzionalmente al volume medio delle loro rispettive importazioni di caffè nei quattro anni civili precedenti.

5) La ripartizione dei voti è stabilita dal Consiglio in conformità con le disposizioni del presente Articolo all'inizio di ogni annata caffearia e la ripartizione così fissata rimane in vigore per tutto l'anno in questione, salvo nei casi previsti al paragrafo 6) del presente Articolo.

6) Qualora sopravvenga un cambiamento nella partecipazione all'Organizzazione, o se il diritto di voto di un Membro è sospeso o ristabilito ai sensi degli Articoli 25 o 42, il Consiglio procede ad una nuova ripartizione dei voti, in conformità con le norme del presente Articolo.

7) Nessun Membro può disporre di oltre 400 voti.

8) Non sono ammesse le frazioni di voto.

ARTICOLO 14

Procedura di voto del Consiglio

1) Ciascun Membro ha diritto di esprimere tutti i voti di cui dispone e non è autorizzato a frazionarli. Tuttavia un Membro può disporre differentemente dei voti che gli sono dati per procura, in base alle disposizioni del paragrafo 2) del presente Articolo.

2) Ogni Membro esportatore può autorizzare qualsiasi altro Membro esportatore, ed ogni Membro importatore può autorizzare qualsiasi altro Membro importatore a rappresentare i suoi interessi e ad esercitare il suo diritto di voto in una o più riunioni del Consiglio. In tal caso non si applica il limite di cui al paragrafo 7) dell'Articolo 13.

ARTICOLO 15

Decisioni del Consiglio

1) Il Consiglio adotta tutte le sue decisioni e formula tutte le sue raccomandazioni a maggioranza ripartita semplice dei voti, salvo disposizione contraria del presente Accordo.

2) La procedura in appresso si applica ad ogni decisione che il Consiglio, ai sensi del presente Accordo, deve adottare a maggioranza ripartita di due terzi dei voti :

a) Se la proposta non ottiene la maggioranza ripartita di due terzi dei voti a causa del voto negativo di uno, due o tre Membri esportatori o di uno, due o tre Membri importatori, e se il Consiglio così decide a maggioranza dei Membri presenti e con la maggioranza ripartita semplice dei voti, la proposta è rimessa ai voti entro 48 ore;

b) se, in questo secondo scrutinio, la proposta non ottiene la maggioranza ripartita di due terzi dei voti, a causa del voto negativo di uno o due Membri esportatori o di uno o due membri importatori, e se il Consiglio così decide a maggioranza dei membri presenti e con la maggioranza ripartita semplice dei voti, la proposta è rimessa ai voti entro 24 ore;

c) se nemmeno al terzo scrutinio, la proposta ottiene la maggioranza ripartita di due terzi dei voti , a causa del voto negativo di un Membro esportatore o di un Membro importatore, la proposta è considerata adottata;

d) se il Consiglio non rimette una proposta ai voti, quest'ultima è considerata respinta.

3) I Membri s'impegnano ad accettare come obbligatorie tutte le decisioni che il Consiglio prende in forza del presente Accordo.

ARTICOLO 16

Collaborazione con altri organismi

1.) Il Consiglio può prendere disposizioni per avere consultazioni e collaborare con l'Organizzazione delle Nazioni Unite e le sue istituzioni specializzate, nonché con altre organizzazioni intergovernative appropriate. Esso utilizza in maniera ottimale i meccanismi del Fondo comune per i prodotti di base, ed altre fonti di finanziamento. Tra queste disposizioni possono rientrare le misure di ordine finanziario che il Consiglio riterrà opportune per conseguire gli scopi del presente Accordo. Tuttavia, per quanto concerne la realizzazione di qualsiasi progetto nel quadro di queste misure, l'Organizzazione non assume alcun obbligo finanziario, neanche a titolo delle garanzie fornite da Membri o da altri enti. Nessun Membro è responsabile, per via della sua appartenenza all'Organizzazione, riguardo a somme di denaro prese a prestito o prestiti concessi da ogni altro Membro o ente nell'ambito di tali progetti.

2) Quando ciò è possibile, l'Organizzazione può raccogliere presso i paesi Membri, i paesi non membri, le agenzie donatrici ed altre agenzie, informazioni sui progetti ed i programmi di sviluppo incentrati sul settore caffeario. Se del caso, e con l'accordo delle Parti in causa, l'Organizzazione può rendere disponibili queste informazioni a tali altre organizzazioni nonché ai Membri.

CAPITOLO VII – COMITATO ESECUTIVO

ARTICOLO 17

Composizione e riunioni del Comitato esecutivo

1) Il Comitato esecutivo si compone di otto Membri esportatori e di otto membri importatori eletti per ogni annata caffearia conformemente al disposto dell'articolo 18. I Membri rappresentati al Comitato esecutivo sono rieleggibili.

2) Ciascun Membro rappresentato al Comitato esecutivo designa un rappresentante e, se lo desidera, uno o più supplenti. Inoltre, ciascun membro rappresentato al Comitato esecutivo può designare uno o più consiglieri per accompagnare il suo rappresentante o i suoi supplenti.

3) Il Presidente ed Il Vice presidente del Comitato esecutivo vengono eletti per ogni annata caffearia dal Consiglio e sono rieleggibili. Essi non sono retribuiti dall'Organizzazione. Né il Presidente, né il Vice presidente facente funzione di Presidente hanno diritto di voto nelle riunioni del Comitato esecutivo. In questo caso, il diritto di voto del Membro è esercitato dal suo supplente. Di norma, il Presidente ed il Vice presidente per ogni annata caffearia sono entrambi eletti fra i rappresentanti della stessa categoria di Membri.

4) Il Comitato esecutivo si riunisce, di regola , presso la sede dell'Organizzazione, ma può riunirsi altrove se il Consiglio così decide a maggioranza ripartita di due terzi dei voti . Se il Consiglio accetta l'invito di un Membro ad ospitare una riunione del Comitato esecutivo, saranno ugualmente applicabili le disposizioni del paragrafo 2) dell'Articolo 12 relativo alle sessioni del Consiglio.

5) Il quorum richiesto per ogni riunione del Comitato esecutivo destinata a prendere decisioni è costituito dalla presenza di oltre la metà dei Membri esportatori e dei Membri importatori eletti al Comitato esecutivo, che detengono rispettivamente almeno i due terzi dei voti per ciascuna categoria.Se all'apertura di una riunione del Comitato esecutivo non vi è quorum, il Presidente del Comitato esecutivo pospone l'inizio della riunione di almeno due ore. Se all'ora stabilita per la nuova riunione non è ancora stato raggiunto il quorum, il Presidente del Comitato esecutivo può di nuovo differire di almeno altre due ore l'inizio della riunione .Se alla fine di questo nuovo rinvio, il quorum non è ancora stato raggiunto, il numero legale richiesto per prendere decisioni sarà costituito dalla presenza di più della metà dei Membri esportatori e dei Membri importatori eletti al Comitato esecutivo, che detengono rispettivamente almeno la metà del totale dei voti per ciascuna categoria.

ARTICOLO 18

Elezione del Comitato esecutivo

1) I Membri esportatori ed i Membri importatori del Comitato esecutivo sono eletti al Consiglio dai rispettivi Membri esportatori e Membri importatori dell'Organizzazione. Le elezioni nell'ambito di ciascuna categoria hanno luogo secondo le seguenti disposizioni.

2) Ciascun Membro vota per un solo candidato , assegnando ad esso tutti i voti di cui dispone a norma dell'Articolo 13. Un Membro può assegnare ad un altro candidato i voti di cui eventualmente dispone per procura, conformemente alle disposizioni del paragrafo 2) dell'Articolo 14.

3) Sono eletti gli otto candidati che ottengono il maggior numero di voti; tuttavia nessun candidato è considerato eletto al primo scrutinio se non ha ottenuto almeno 75 voti.

4) Se in base alle disposizioni del paragrafo 3) del presente Articolo risultano eletti meno di otto candidati al primo ballottaggio, saranno indetti ulteriori scrutini in cui solo i Membri che non hanno votato per nessuno dei candidati eletti hanno diritto di votare. In ogni successivo scrutinio, il numero minimo di voti per essere eletto sarà successivamente diminuito di cinque unità e ciò fino a quando non risultino eletti otto candidati.

5) Un Membro che non ha votato per uno dei Membri eletti, conferisce ad uno di essi i voti di cui dispone, fatte salve le disposizioni dei paragrafi 6) e 7) del presente Articolo.

6) Si considera che un Membro eletto ha ottenuto il numero di voti espressi a suo favore al momento della sua elezione, più i voti ad esso conferiti in seguito, a condizione che il numero totale di voti non superi 499 per ogni Membro eletto.

7) Se il numero di voti considerati come ottenuti da un Membro eletto supera 499, i Membri che hanno votato per questo Membro eletto o gli hanno conferito i loro voti, si accorderanno fra di loro affinché uno o più di essi ritirino i voti che gli hanno concesso e li conferiscano o li trasferiscano ad un altro Membro eletto, in modo che i voti ricevuti da ciascun Membro eletto non superino il numero massimo di 499.

ARTICOLO 19

Competenza del Comitato esecutivo

1) Il Comitato esecutivo è responsabile dinanzi al Consiglio e lavora in conformità alle sue direttive generali.

2) Il Consiglio può, à maggioranza ripartita di due terzi dei voti, delegare al Comitato esecutivo la totalità o una parte dei suoi poteri, ad esclusione dei seguenti:

a) Votare il bilancio preventivo amministrativo e stabilire i contributi, in forza dell'Articolo 24;

b) sospendere il diritto di voto di un Membro, in forza dell'Articolo 42;

c) pronunciarsi sulle controversie, in forza dell'Articolo 42;

d) fissare le condizioni per l'adesione , in forza dell'Articolo 46;

e) decidere l'esclusione di un Membro dall'Organizzazione, in forza dell'Articolo 50;

f) decidere di negoziare un nuovo Accordo in forza dell'Articolo 32, oppure decidere la proroga o la rescissione del presente Accordo ai sensi dell'Articolo 52; e

g) raccomandare un emendamento ai Membri, in forza dell' Articolo 53.

3) Il Consiglio può in qualsiasi momento, a maggioranza ripartita semplice dei voti, revocare i poteri che ha delegato al Comitato esecutivo.

4) Il Comitato esecutivo esamina il progetto di bilancio preventivo amministrativo presentato dal Direttore esecutivo e lo sottopone al Consiglio raccomandando a quest'ultimo di approvarlo. Esso elabora il piano annuale dei lavori dell'Organizzazione , decide sulle questioni amministrative e finanziarie relative al funzionamento dell'Organizzazione quando non dipendano dal Consiglio in applicazione del paragrafo 2 del presente Articolo. Esso esamina i progetti ed i programmi in materia di caffè, prima che siano sottoposti al Consiglio per approvazione. Il Comitato esecutivo fa rapporto al Consiglio. Le decisioni del Comitato esecutivo entrano in vigore se nessuna obiezione di un Membro del Consiglio è ricevuta

entro cinque giorni lavorativi successivi al rapporto del Comitato esecutivo presso il Consiglio, o entro i cinque giorni lavorativi successivi alla diffusione delle decisioni del Comitato esecutivo, qualora il Consiglio non si riunisca nello stesso mese in cui si riunisce il Comitato esecutivo. Tuttavia, tutti i Membri hanno diritto di fare appello al Consiglio contro qualsiasi decisione del Comitato esecutivo.

5) Il Comitato esecutivo può costituire ogni comitato o gruppo di lavoro che ritiene necessario.

ARTICOLO 20

Procedura di voto del Comitato esecutivo

1) Ciascun Membro del Comitato esecutivo dispone dei voti che ha ottenuto in forza dei paragrafi 6) e 7) dell'Articolo 18. Non è ammesso il voto per procura. Nessun Membro del Comitato esecutivo è autorizzato a frazionare i suoi voti.

2) Le decisioni del Comitato esecutivo sono adottate con la stessa maggioranza di quella delle decisioni analoghe del Consiglio.

CAPITOLO VIII - SETTORE CAFFEARIO PRIVATO

Articolo 21

Conferenza mondiale del caffè

1) Il Consiglio prende provvedimenti ai fini dello svolgimento,ad intervalli appropriati, di una Conferenza mondiale del caffè (di seguito denominata "Conferenza") che sarà composta da Membri esportatori e da Membri importatori, da rappresentanti del settore privato e da altri partecipanti interessati, compresi i partecipanti dei paesi non membri. Il Consiglio si accerta, con la collaborazione del Presidente della Conferenza, che la Conferenza contribuisca a promuovere gli obiettivi del presente Accordo.

2) La Conferenza ha un Presidente che non è rimunerato dall'Organizzazione. Il Presidente è nominato dal Consiglio per un periodo di tempo adeguato e sarà invitato a partecipare alle riunioni del Consiglio come osservatore.

3) Il Consiglio decide, di concerto con il Comitato consultivo del settore privato (CCSP), sulla forma, la denominazione, l'argomento ed i tempi della Conferenza. La Conferenza si svolge normalmente presso la sede dell'Organizzazione durante una sessione del Consiglio. Se il Consiglio accetta l'invito di un Membro di tenere una sessione nel suo territorio, anche la Conferenza potrà svolgersi in tale territorio, nel qual caso i costi supplementari per l'organizzazione interessata, rispetto a quelli incorsi quando la sessione ha luogo presso la sede dell'Organizzazione saranno a carico del paese che è responsabile di tale invito.

4) A meno che il Consiglio non decida diversamente a maggioranza ripartita di due terzi dei voti, la Conferenza si autofinanzia.

5) Il Presidente della Conferenza sottopone al Consiglio le conclusioni di ciascuna sessione.

ARTICOLO 22

Comitato consultivo del settore privato

1) Il Comitato consultivo per il settore privato (di seguito denominato CCSP) è un organo consultivo abilitato a formulare raccomandazioni quando è consultato dal Consiglio, e che può invitare il Consiglio a considerare questioni relative al presente Accordo.

2) Il CCSP è composto da otto rappresentanti del settore privato dei paesi esportatori e da otto rappresentanti del settore privato dei paesi importatori.

3) I membri del CCSP sono rappresentati di associazioni o di organismi designati dal Consiglio ogni due annate caffearie; essi possono essere rinominati.Il Consiglio prende cura, per quanto possibile di designare:

a) due associazioni o organismi del settore caffeario privato di regioni o di paesi esportatori che rappresentano ciascuno i quattro gruppi del caffè , e che rappresentano preferibilmente i produttori e gli esportatori, nonché uno o più supplenti per ciascun rappresentante; e

b) otto associazioni o organismi del settore caffeario privato di paesi importatori, a prescindere che siano Membri o non-membri, e che rappresentano preferibilmente gli importatori e le imprese di torrefazione , nonché uno o più supplenti per ciascun rappresentante.

4) Ciascun membro del CCSP è abilitato a designare uno o più consiglieri.

5) Il CCSP ha un Presidente ed un Vice Presidente eletto fra i suoi membri per un periodo di un anno. I titolari di queste funzioni sono rieleggibili. IL Presidente ed il Vice Presidente non sono retribuiti dall'Organizzazione. Il Presidente è invitato a partecipare alle riunioni del Consiglio in qualità di osservatore.

6) Di regola il CCSP si riunisce presso la sede dell'Organizzazione, durante il periodo delle sessioni ordinarie del Consiglio. Se il Consiglio accetta l'invito di un Membro a tenere riunioni sul suo territorio, anche il CCSP potrà riunirsi su tale territorio, nel qual caso i costi supplementari per l'Organizzazione, oltre a quelli normalmente sostenuti quando la riunione si svolge presso la sede dell'Organizzazione, sono a carico del paese o dell'organizzazione del settore privato responsabile di tale invito.

7) Il CCSP può, con l'approvazione del Consiglio, tenere riunioni speciali.

8) Il CCSP sottopone rapporti regolari al Consiglio.

9) Il CCSP elabora il proprio regolamento interno, nel rispetto delle disposizioni del presente Accordo.

CAPITOLO IX –FINANZE

Articolo 23

Disposizioni finanziarie

1) Le spese delle delegazioni al Consiglio, nonché dei rappresentanti al Comitato esecutivo e ad ogni altro Comitato del Consiglio o del Comitato esecutivo, sono a carico dello Stato che rappresentano.

2) Le altre spese che l'applicazione del presente Accordo comporta, sono coperte dai contributi annuali dei Membri, i quali sono ripartiti come indicato all'Articolo 24 , nonché dai proventi della vendita ai Membri di servizi particolari, e della vendita d'informazioni e di studi risultanti dall'applicazione delle disposizioni degli Articoli 29 e 31.

3) L'esercizio finanziario dell'Organizzazione coincide con l'annata caffearia.

ARTICOLO 24

Votazione per il bilancio preventivo amministrativo e fissazione delle quote di contribuzione.

1) Nel secondo semestre di ciascun esercizio finanziario, il Consiglio approva il bilancio preventivo amministrativo dell' Organizzazione per l'esercizio finanziario successivo e stabilisce il contributo di ciascun Membro a tale bilancio. Il Direttore esecutivo predispone un progetto di bilancio preventivo amministrativo che viene controllato dal Comitato esecutivo in conformità alle disposizioni del paragrafo 4) dell'Articolo 19.

2) Per ciascun esercizio finanziario, il contributo di ciascun Membro al bilancio preventivo amministrativo è proporzionale al rapporto esistente al momento della votazione del bilancio , tra il numero dei voti di cui il Membro dispone ed il numero complessivo dei voti di tutti i Membri. Tuttavia, se all'inizio dell'esercizio finanziario per il quale vengono fissate le quote , la ripartizione dei voti tra i Membri si trovi ad essere modificata in virtù del paragrafo 5) dell'Articolo 13, il Consiglio aggiusta adeguatamente le quote di contribuzione per tale esercizio. Per la determinazione delle quote di contribuzione, si conteggiano i voti dei singoli Membri senza tenere conto dell'eventuale sospensione del diritto di voto di un Membro o della ridistribuzione dei voti ad essa eventualmente conseguente.

3) Il Consiglio fissa il contributo iniziale e di ogni paese che diviene Membro dell'Organizzazione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo in funzione del numero di voti ad esso attribuiti e della frazione non decorsa dell'esercizio finanziario in corso; le quote di contribuzione assegnate agli altri Membri per l'esercizio in corso rimangono tuttavia immutate.

ARTICOLO 25

Versamento delle quote

1) Le quote di contribuzione al bilancio preventivo amministrativo di ciascun esercizio finanziario sono pagabili in valuta liberamente convertibile e sono esigibili il primo giorno dell'esercizio finanziario.

2) Un Membro che non abbia versato integralmente il suo contributo al bilancio preventivo amministrativo entro sei mesi dal momento in cui è esigibile, perde, fino a quando non abbia integralmente pagato la sua contribuzione , i suoi diritti di voto, la sua eleggibilità al Comitato esecutivo nonché il suo diritto di esprimere o di far esprimere per suo conto voti al Comitato esecutivo. Tuttavia, salvo decisione presa dal Consiglio a maggioranza

ripartita di due terzi dei voti, il Membro in questione non viene privato di nessuno degli altri diritti che gli sono conferiti dal presente Accordo, né sollevato da alcuno degli obblighi che quest'ultimo impone.

3) Un Membro il cui diritto di voto è sospeso in applicazione sia delle disposizioni del paragrafo 2) del presente Articolo, sia delle disposizioni dell'Articolo 42, rimane tuttavia obbligato a versare la sua quota.

ARTICOLO 26

Responsabilità finanziarie

1) L'Organizzazione funzionante nel modo indicato nel paragrafo 3 dell'Articolo 7, non è abilitata a contrarre qualsivoglia obbligo che non rientra nella sfera di applicazione del presente Accordo e non può essere considerata come essendo stata autorizzata a farlo dai Membri; in particolare essa non è qualificata a prendere del denaro in prestito.Nell'esercizio della sua facoltà di stipulare contratti, l'Organizzazione inserirà nei suoi contratti le condizioni del presente Articolo in modo da portarle alla conoscenza delle altre Parti interessate; tuttavia qualora tali condizioni non vengano inserite, non per questo il contratto sarà inficiato di nullità, né si riterrà che l'Organizzazione ha prevaricato i poteri che le sono conferiti.

2) La responsabilità finanziaria di un Membro si limita ai suoi obblighi relativi alle quote di contribuzione espressamente previste nel presente Accordo.Le parti terze che trattano con l'Organizzazione sono tenute ad essere a conoscenza delle norme del presente Accordo relative alle responsabilità finanziarie dei Membri.

ARTICOLO 27

Verifica e pubblicazione dei conti

Nel più breve tempo possibile, e non oltre sei mesi dopo la chiusura di ciascun esercizio finanziario, sarà predisposto un rendiconto per il Consiglio debitamente verificato da un esperto abilitato, relativo all'attivo ed al passivo, ai redditi ed alle spese dell'Organizzazione durante l'esercizio finanziario in questione. Tel rendiconto sarà sottoposto al Consiglio per approvazione fin dalla sua prossima sessione.

CAPITOLO X - IL DIRETTORE ESECUTIVO ED IL PERSONALE

ARTICOLO 26

Il Direttore esecutivo ed il personale

1) IL Consiglio nomina il Direttore esecutivo. Esso stabilisce le condizioni d'impiego del Direttore esecutivo; queste ultimi sono equiparabili a quelle dei funzionari omologhi di organizzazioni intergovernative similari.

2) Il Direttore esecutivo è il capo dei servizi amministrativi dell'Organizzazione ed è responsabile dell'esecuzione dei compiti che gli incombono nella gestione del presente Accordo.

3) Il Direttore esecutivo nomina il personale in conformità al regolamento stabilito dal Consiglio.

4) Il Direttore esecutivo e gli altri funzionari non devono avere interessi finanziari né nell'industria caffearia, né nel commercio o nel trasporto del caffè.

5) Nell'adempimento delle loro mansioni, il Direttore esecutivo ed il personale non sollecitano né accettano istruzioni da alcun Membro, né da alcuna autorità esterna all'Organizzazione. Essi si astengono da ogni atto incompatibile con il loro status di funzionari internazionali e sono responsabili unicamente verso l'Organizzazione. Ciascun Membro s'impegna a rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni del Direttore esecutivo e del personale e a non cercare di influenzarli nell'esecuzione dei loro compiti.

ARTICOLO XI – INFORMAZIONI, STUDI E RICERCHE

ARTICOLO 29

Informazioni

1) L'Organizzazione funge da centro per raccogliere, scambiare e pubblicare:

a) dati statistici concernenti la produzione, i prezzi, le esportazioni, le importazioni e le riesportazioni, la distribuzione ed il consumo di caffè nel mondo;

b) qualora lo giudichi opportuno, dati tecnici sulla coltivazione, la lavorazione e l'utilizzazione del caffè.

2) Il Consiglio può chiedere ai Membri di fornirgli, in materia di caffè, le informazioni che esso giudica necessarie per la sua attività, in particolare rapporti statistici periodici concernenti la produzione di caffè, le tendenze di produzione, le esportazioni, le importazioni e le riesportazioni, la distribuzione, il consumo, le scorte, i prezzi e la tassazione, ma non rende pubblici i dati che consentono d'identificare le operazioni di persone o società che producono, lavorano o commercializzano il caffè. Per quanto possibile, i Membri forniranno le informazioni richieste nella forma più particolareggiata, tempestiva ed accurata possibile.

3) Il Consiglio istituirà un sistema di prezzi indicativi atto a consentire la pubblicazione di un prezzo indicativo quotidiano composito, che dovrà riflettere le attuali condizioni del mercato.

4) Se un Membro non fornisce, o trova difficoltà a fornire in tempi ragionevoli informazioni statistiche e di altro tipo, richieste dal Consiglio per il buon funzionamento dell'Organizzazione, il Consiglio potrà chiedere al Membro interessato di dare spiegazioni circa i motivi di tale inadempienza. Se constata che occorre fornire al riguardo un' assistenza tecnica, il Consiglio può prendere i provvedimenti necessari.

ARTICOLO 30

Certificati di origine.

1) Al fine di agevolare la raccolta di statistiche sul commercio internazionale del caffè e di verificare le quantità di caffè che sono state esportate da ciascun Membro esportatore, l'Organizzazione istituisce un sistema di certificati di origine disciplinato dalle regole approvate dal Consiglio.

2) Tutto il caffè esportato da un Membro esportatore è provvisto di un certificato di origine valido. I certificati di origine sono rilasciati, in conformità al regolamento pertinente del Consiglio, da un organo qualificato scelto dal Membro in questione e approvato dall'Organizzazione.

3) Ciascun Membro esportatore comunica all'Organizzazione il nome dell'organismo governativo o non governativo che ha designato per adempiere alle funzioni previste al paragrafo 2) del presente Articolo. L'Organizzazione approva specificamente un organismo non governativo in conformità con le regole approvate dal Consiglio.

4) Ogni Membro esportatore, a titolo eccezionale e con un'adatta giustificazione, può chiedere al Consiglio di autorizzare che i dati relativi alle sue esportazioni di caffè che figurano nei certificati di origine, siano trasmessi all'Organizzazione in forma diversa.

ARTICOLO 31

Studi e ricerche

1) L'Organizzazione favorisce la preparazione di studi e di ricerche riguardanti le condizioni economiche della produzione e della distribuzione del caffè, l'incidenza delle misure prese dai governi nei paesi produttori e nei paesi consumatori sulla produzione ed il consumo di caffè, nonché le possibilità di incrementare il consumo di caffè nei suoi impieghi tradizionali ed eventualmente nei suoi nuovi usi.

2) Al fine di attuare le disposizioni del paragrafo 1) del presente Articolo, il Consiglio adotta nella seconda sessione ordinaria di ogni annata caffearia, un progetto di programma di lavoro annuale di studi e di ricerche accompagnato da valutazioni riguardanti le risorse necessarie, predisposto dal Direttore esecutivo.

3) Il Consiglio può approvare la preparazione, da parte dell'Organizzazione, di studi e di ricerche da svolgere congiuntamente o con la collaborazione di altre organizzazioni ed istituzioni. In questi casi, il Direttore esecutivo presenta al Consiglio un conto dettagliata delle risorse necessaire da fornire da parte dell'Organizzazione o del socio o dei soci che partecipano al progetto.

4) I studi e le ricerche da svolgere ad opera dell'Organizzazione in applicazione delle disposizioni del presente Articolo , sono finanziate con le risorse che figurano nel bilancio preventivo amministrativo, predisposto in conformità alle disposizioni del paragrafo 1) dell'Articolo 24, e sono eseguiti dai membri del personale dell'Organizzazione e, se del caso, da consulenti.

CAPITOLO XII – DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 32

Preparativi per un nuovo Accordo

Articolo 28

1) Il Consiglio può esaminare la possibilità di negoziare un nuovo Accordo internazionale sul caffè.

2) Al fine di attuare questa possibilità, il Consiglio esamina l'avanzamento compiuto dall'Organizzazione nel conseguire gli obiettivi del presente Accordo, come specificato all'Articolo 1.

ARTICOLO 33

Eliminazione degli ostacoli al consumo

1) I Membri riconoscono che è estremamente importante realizzare al più presto il massimo sviluppo possibile del consumo di caffè, in particolare tramite l'eliminazione progressiva di ogni ostacolo suscettibile di intralciare tale sviluppo.

2) I Membri riconoscono che alcune misure vigenti possono, in misura più o meno importante, intralciare l'aumento del consumo di caffè, in particolare :

a) alcuni regimi d'importazione applicabili al caffè, comprese le tariffe preferenziali o altre tariffe, i contingenti, le operazioni di monopoli governativi o degli organismi ufficiali di acquisto, varie regole amministrative o prassi commerciali;

b) alcuni regimi di esportazione, per quanto concerne i sussidi diretti o indiretti ed altre regole amministrative o prassi commerciali; e

c) alcune condizioni interne di commercializzazione e disposizioni interne e regionali di carattere legislativo e amministrativo che potrebbero incidere sul consumo.

3) In considerazione degli obiettivi di cui sopra e delle disposizioni del paragrafo 4) del presente Articolo, i Membri si adoperano affinché siano ridotte le tariffe sul caffè o siano adottate altre misure volte a rimuovere gli ostacoli all'aumento del consumo.

4) In considerazione del loro comune interesse, i Membri s'impegnano a ricercare i mezzi con i quali ridurre progressivamente, e a breve termine eliminare per quanto possibile , gli ostacoli allo sviluppo del commercio e del consumo di cui al paragrafo 2) del presente Articolo, ovvero i mezzi con i quali i loro effetti potrebbero essere sensibilmente diminuiti.

5) Per quanto riguarda gli impegni contratti a norma del paragrafo 4 del presente Articolo, i Membri comunicano ogni anno al Consiglio tutte le misure da essi adottate al fine di dare seguito alle disposizioni del presente Articolo.

6) Il Direttore esecutivo prepara periodicamente uno studio sugli ostacoli al consumo, il quale è passato in rassegna dal Consiglio.

7) Per conseguire gli obiettivi di cui nel presente Articolo, il Consiglio può rivolgere raccomandazioni ai Membri, i quali lo informano appena possibile delle misure che hanno adottato al fine di attuare tali raccomandazioni.

ARTICOLO 34

Promozione

1) I Membri riconoscono l'esigenza di promuovere, incoraggiare ed aumentare il consumo di caffè e si adoperano per incoraggiare le attività intraprese a tal fine.

2) Il Comitato di promozione, composto da tutti i Membri dell'Organizzazione, promuove il consumo di caffè mediante adeguate attività, ivi comprese campagne d'informazione, ricerche e studi connessi al consumo di caffè.

3) Tali attività di promozione sono finanziate mediante risorse che possono essere stanziate da Membri, non membri, altre organizzazioni e dal settore privato, durante le riunioni del Comitato di promozione.

4) Possono inoltre essere finanziati progetti specifici di promozione mediante contributi volontari da parte dei Membri, dei non membri, di altre organizzazioni e del settore privato.

5) Il Consiglio gestisce una contabilità separata ai fini dei paragrafi 3) e 4) del presente Articolo.

6) Il Comitato di promozione istituisce il proprio regolamento interno Esso stabilisce altresì le regolamentazioni che disciplinano la partecipazione di non membri dell'Organizzazione, di varie organizzazioni e del settore privato alle sue attività, in conformità alle norme del presente Accordo. Esso fa regolarmente rapporto al Consiglio.

ARTICOLO 35

Misure relative al caffè trasformato

I Membri riconoscono che i paesi in via di sviluppo hanno bisogno di allargare le basi della loro economia, segnatamente con l'industrializzazione e l'esportazione di prodotti manufatti, ivi compresa la trasformazione del caffè e l'esportazione del caffè trasformato, come indicato ai capoversi d), e), f) e g) del paragrafo 1) dell'Articolo 2. In questa ottica, i Membri fanno in modo di evitare che siano adottate misure governative suscettibili di essere contrarie al settore caffeario di altri membri. I Membri sono incoraggiati a consultarsi riguardo all'introduzione di tali misure al fine di valutare ogni rischio di perturbazione. Qualora le consultazioni non diano modo di giungere ad una soluzione reciprocamente soddisfacente, le Parti sono abilitate ad invocare le procedure previste agli Articoli 41 e 42.

ARTICOLO 36

Miscele e succedanei

1) I Membri si astengono dal mantenere in vigore qualsiasi regolamentazione che stabilisca che altri prodotti possono essere mescolati, trattati o lavorati con caffè ai fini della rivendita in commercio con la denominazione di caffè. I Membri si adoperano per vietare la pubblicità e la vendita, con il nome di caffè, di prodotti che contengono meno dell'equivalente del 95% di caffè verde come materia prima di base.

2) Il Consiglio può chiedere a qualsiasi paese Membro di prendere i provvedimenti necessari per assicurare l'osservanza delle disposizioni del presente Articolo.

3) Il Direttore esecutivo presenta periodicamente al Consiglio una relazione riguardo all'osservanza delle norme del presente articolo.

ARTICOLO 37

Consultazione e cooperazione con organizzazioni non governative

Fatte salve le disposizioni degli Articoli 16, 21 e 22, l'Organizzazione si mantiene in stretto collegamento con le organizzazioni non governative appropriate preposte al commercio internazionale del caffè e con esperti in materia di caffè.

ARTICOLO 38

Canali istituzionali per il commercio di caffè

I Membri svolgono le loro attività nell'ambito del presente Accordo in maniera consona ai canali commerciali istituzionali e si astengono da prassi di vendita discriminatorie. Nello svolgimento delle loro attività essi si sforzano di tenere in debito conto i legittimi interessi del settore caffeario.

ARTICOLO 39

Economia caffearia sostenibile

I Membri tengono debitamente conto della gestione sostenibile delle risorse di caffè e della trasformazione del caffè, in considerazione dei princìpi e degli obiettivi relativi allo sviluppo sostenibile contenuti nell'Agenda 21 della Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente e lo sviluppo, svoltasi a Rio de Janeiro nel 1992.

ARTICOLO 40

Livello di vita e condizioni di lavoro delle popolazioni.

I Membri considerano di migliorare il livello di vita e le condizioni di lavoro delle popolazioni che lavorano nel settore caffeario in funzione del loro stadio di sviluppo, tenendo a mente i princìpi riconosciuti sul piano internazionale al riguardo. Inoltre I Membri stabiliscono di comune accordo che le norme di lavoro non saranno utilizzate ai fini di un commercio protezionista.

CAPITOLO XIII – CONSULTAZIONI, CONTROVERSIE E RICORSI

ARTICOLO 41

Consultazioni

Ogni Membro accoglie favorevolmente, e fornisce adeguate possibilità per consultazioni relative ad osservazioni eventualmente presentate da un altro Membro su qualsiasi questione relativa al presente Accordo. Nel corso di tali consultazioni, su richiesta di una delle Parti e con il consenso dell'altra, il Direttore esecutivo istituisce una commissione indipendente che offre i suoi buoni uffici al fine di addivenire ad una conciliazione . Le spese sostenute dalla commissione non sono a carico dell'Organizzazione. Se una delle Parti non accetta che il Direttore esecutivo istituisca una commissione, o se la consultazione non ha un esito positivo, la questione può essere sottoposta al Consiglio in virtù dell'articolo 42. Se la consultazione dà luogo ad una soluzione, un rapporto al riguardo sarà sottoposto al Direttore esecutivo il quale lo distribuirà a tutti i Membri.

ARTICOLO 42

Controversie e ricorsi

1) Ogni controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo, che non viene risolta per via negoziale è, su richiesta di qualsiasi Membro Parte alla controversia, deferita al Consiglio che deciderà in merito.

2) Quando una controversia è stata deferita al Consiglio in virtù del paragrafo 1 del presente Articolo, la maggioranza dei Membri , o più Membri che detengono insieme almeno il terzo del totale dei voti, può chiedere al Consiglio di sollecitare, previa discussione della questione e prima di comunicare la sua decisione, il parere della commissione consultiva di cui al paragrafo 3) del presente Articolo sulle questioni oggetto di controversia.

3) a) Salvo decisione contraria adottata all'unanimità dal Consiglio, la commissione consultiva si compone di:

(i) due persone designate dai Membri esportatori di cui un esperto specializzato in questioni del tipo di quella oggetto della controversia, ed un autorevole esperto nel campo giuridico;

(ii) due persone designate dai Membri importatori in base agli stessi criteri;

(iii) un presidente scelto all'unanimità dalle quattro persone nominate in virtù dei capoversi (i) e (ii), o in caso di disaccordo, dal Presidente del Consiglio.

b) I cittadini dei paesi che sono Parti contraenti del presente Accordo possono far parte della commissione consultiva.

c) I membri della commissione consultiva agiscono a titolo personale e senza ricevere istruzioni da alcun governo.

d) Le spese della commissione consultiva sono a carico dell'Organizzazione.

4) IL parere motivato della commissione consultiva è sottoposto al Consiglio il quale si pronuncia in via definitiva dopo avere preso in considerazione tutti i dati pertinenti.

5) Il Consiglio delibera su ogni controversia nei sei mesi successivi alla data in cui tale controversia è sottoposta al suo esame.

6) Quando un Membro si lamenta del fatto che un altro Membro non ha adempiuto agli obblighi impostigli dal presente Accordo, tale reclamo è, a richiesta del ricorrente, deferito al Consiglio, il quale decide.

7) Nessun Membro può essere riconosciuto colpevole d'infrazione al presente Accordo, se non per mezzo di una votazione a maggioranza ripartita semplice dei voti . Ogni constatazione di un'infrazione all'Accordo da parte di un Membro, deve specificare la natura dell'infrazione stessa.

8) Qualora il Consiglio constati che un Membro ha commesso un'infrazione al presente Accordo, esso può, senza pregiudizio delle altre misure vincolanti previste da altri articoli dell'Accordo, e con una decisione presa a maggioranza ripartita di due terzi dei voti , sospendere il diritto di voto di cui tale Membro dispone in seno al Consiglio, nonché il diritto di votare o di far votare per suo conto in seno al Comitato esecutivo, fino a quando quest'ultimo non abbia assolto ai suoi obblighi, oppure decidere di escludere tale Membro dall' Organizzazione ai sensi delle disposizioni dell'articolo 50.

9) Un Membro può chiedere un parere preliminare al Comitato esecutivo in caso di controversia o di ricorso prima che la questione sia esaminata dal Consiglio.

CAPITOLO XIV – DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 43

Firma

Il presente Accordo sarà depositato dal 1 novembre 2000 fino al 25 settembre 2001 compreso, presso la sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite affinché sia firmato sia dalle Parti Contraenti dell'Accordo internazionale del 1994 sul caffè o del prorogato Accordo Internazionale del 1994 sul caffè quale prorogato, sia dai governi invitati alla sessione del Consiglio Internazionale del caffè in cui il presente Accordo è stato negoziato.

ARTICOLO 44

Ratifica, accettazione o approvazione

1. Il presente Accordo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione dei governi firmatari, conformemente alle loro rispettive procedure costituzionali.

2. Salvo nei casi previsti all'Articolo 45, gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite entro e non oltre il 25 settembre 2001. Tuttavia il Consiglio può decidere di concedere proroghe del termine ai governi firmatari che non sono in grado di depositare i loro strumenti prima di tale data. Tali decisioni del Consiglio saranno trasmesse al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. .

ARTICOLO 45

Entrata in vigore

1. Il presente Accordo entrerà in vigore a titolo definitivo il 1 ottobre 2001 , sempre che, a tale data, dei governi che rappresentano almeno 15 Membri esportatori aventi come minimo almeno il 70 per cento dei voti dei Membri esportatori, ed almeno 10 Membri importatori aventi come minimo il 70 per cento dei voti dei Membri importatori, secondo la ripartizione in data 25 settembre 2001, e senza che sia fatto riferimento ad un'eventuale sospensione ai sensi degli Articoli 25 e 42, abbiano depositato strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione. Peraltro, il presente Accordo entrerà definitivamente in vigore in qualsiasi momento dopo il 1° ottobre 2001, ove esso sia provvisoriamente in vigore in conformità alle disposizioni del paragrafo 2) del presente Articolo, e purché le condizioni concernenti la percentuale siano soddisfatte per mezzo del deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Il presente Accordo può entrare in vigore a titolo provvisorio il 1 ottobre 2001. A tal fine, se un governo firmatario o qualsiasi altra Parte Contraente dell'Accordo internazionale del 1994 sul caffè quale prorogato notifica al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, il quale dovrà ricevere la notifica non oltre il 25 settembre 2001, che s'impegna ad applicare le disposizioni di tale nuovo Accordo provvisorio in conformità alle sue leggi ed ai suoi regolamenti ed a cercare di ottenere al più presto, secondo quanto consentito dalla sua procedura costituzionale, la ratifica, l'accettazione o l'approvazione, tale notifica sarà considerata come avendo lo stesso effetto di uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione. Un Governo che s'impegna ad applicare provvisoriamente le disposizioni del presente Accordo, in conformità alle sue leggi ed ai suoi regolamenti, sarà considerato, in pendenza del deposito di uno strumento di ratifica, di accettazione, o di approvazione, provvisoriamente Parte di detto Accordo fino a quella di queste due date che sarà la più vicina : quella del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, o di approvazione o il 30 giugno 2002 compreso. Il Consiglio ha facoltà di concedere una proroga del termine entro il quale un

governo che applica provvisoriamente il presente Accordo può depositare lo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

3). Se il presente Accordo non è entrato in vigore definitivamente o provvisoriamente il 1 ottobre 2001, conformemente alle disposizioni del paragrafo 1) o 2) del presente Articolo, i governi che hanno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, o che hanno inviato le notifiche contenenti il loro impegno ad applicare provvisoriamente le disposizioni di detto Accordo in conformità alle loro leggi ed ai loro regolamenti, e a cercare di ottenere la ratifica, l'accettazione o l'approvazione, possono decidere di comune accordo che esso entrerà in vigore fra di loro. Allo stesso modo, se il presente Accordo è entrato in vigore provvisoriamente, ma non definitivamente, il 31 marzo 2002, i governi che hanno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, o che hanno effettuato le notifiche di cui al paragrafo 2 del presente Articolo, possono decidere di comune accordo che esso continuerà ad essere provvisoriamente in vigore, o che entrerà definitivamente in vigore fra di loro.

ARTICOLO 46

Adesione

1. Il Governo di ogni Stato Membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o Membro di una delle sue istituzioni specializzate, può aderire al presente Accordo a condizioni stabilite dal Consiglio.

2. Gli strumenti di adesione sono depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. L'adesione ha effetto al momento del deposito dello strumento.

Articolo 47

Riserve

Non possono essere espresse riserve riguardo a qualsivoglia disposizione del presente Accordo.

Articolo 48

Applicazione a territori designati

1) Ogni Governo ha facoltà, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, o di approvazione, di applicazione provvisoria, o di adesione, o in qualsiasi momento successivo mediante una notifica al Segretario Generale delle Nazioni Unite di dichiarare che il presente Accordo si applica a tale o tal'altro dei territori di cui esso assicura la rappresentanza internazionale; il presente Accordo si applicherà ai territori designati nella notifica, a decorrere dalla data di quest'ultima.

2) Ogni Parte Contraente che desidera esercitare nei confronti di uno dei territori di cui esso assicura la rappresentanza internazionale, i diritti che le sono conferiti dall'articolo 5, o che intende autorizzare un territorio a far parte di un gruppo Membro costituito a norma dell'Articolo 6, può farlo trasmettendo al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, sia all'atto del deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, sia in qualsiasi altro momento, una notifica in tal senso.

3) Ogni Parte Contraente che ha effettuato la dichiarazione di cui al paragrafo 1) del presente Articolo può in seguito notificare in qualsiasi momento al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che l'Accordo non è più applicabile al territorio designato nella notifica. Il presente Accordo cessa di applicarsi a questo territorio a decorrere dalla data della notifica.

4) Se un territorio al quale si applicava il presente Accordo a norma del paragrafo 1) del presente Articolo diviene indipendente, il governo del nuovo Stato può, entro 90 giorni dal momento in cui accede all'indipendenza, notificare al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che si assume i diritti e gli obblighi propri di una Parte Contraente dalla data di detta notifica. Esso diviene Parte contraente del presente Accordo a decorrere dalla data della notifica.

ARTICOLO 49

Recesso volontario

Ogni Parte Contraente può in qualsiasi momento ritirarsi dal presente Accordo, notificando per iscritto il proprio recesso al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite . Il recesso ha effetto 90 giorni dopo la ricezione della notifica.

ARTICOLO 50

Esclusione

Se il Consiglio considera che un Membro ha commesso un'infrazione agli obblighi che gli sono imposti dal presente Accordo, ed è inoltre d'avviso che tale inadempienza intralcia seriamente il funzionamento dell'Accordo, esso può, a maggioranza ripartita di due terzi dei voti, escludere tale Membro dall'Organizzazione. Il Consiglio notifica immediatamente questa esclusione al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Novanta giorni dopo la decisione del Consiglio, questo Membro cessa di appartenere all'Organizzazione internazionale del caffè, e, se è Parte Contraente, di essere Parte dell'Accordo.

Articolo 51

Liquidazione dei conti in caso di recesso o di esclusione.

1) In caso di recesso o di esclusione di un Membro, il Consiglio, se del caso, procede alla liquidazione dei suoi conti. L'Organizzazione conserva le somme già versate dal Membro che recede o è escluso, il quale è peraltro tenuto a pagare le somme di cui risulti debitore verso l'Organizzazione alla data effettiva del recesso o dell'esclusione; tuttavia qualora si tratti di una Parte contraente che non é in grado di accettare un emendamento e che , di conseguenza, cessa di essere Parte dell'Accordo ai sensi del paragrafo 2) dell'Articolo 53, il Consiglio può liquidare i conti nel modo che riterrà più equo.

2) Il Membro che ha cessato di far parte del presente Accordo non ha diritto a nessuna quota del ricavo della liquidazione o degli altri averi dell'Organizzazione; ad esso non può nemmeno essere imputata alcuna parte dell'eventuale disavanzo dell'Organizzazione al momento della cessazione del presente Accordo.

Articolo 52

Durata, cessazione o rescissione

1. Il presente Accordo rimane in vigore per un periodo di sei anni fino al 30 settembre 2007, a meno che non sia prorogato a norma del paragrafo 2) del presente Articolo, o risolto in forza del paragrafo 3) del presente Articolo.
2. Il Consiglio ha facoltà, con una decisione adottata a maggioranza dei Membri che detengono almeno una maggioranza ripartita di due terzi del totale dei voti, di decidere di prorogare il presente Accordo oltre il 30 settembre 2007 per uno o più periodi successivi, in modo da non eccedere sei anni in totale. Il Membro che non accetta tale proroga del presente Accordo, ne informa per iscritto il Consiglio ed il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite prima dell'inizio del periodo di proroga e cessa di essere Parte al presente Accordo a decorrere dallo inizio del periodo di proroga.
3. Il Consiglio, con una decisione adottata deliberando a maggioranza dei Membri che detengono almeno una maggioranza ripartita di due terzi del totale dei voti, ha facoltà di risolvere in qualsiasi momento il presente Accordo. La rescissione ha effetto alla data decisa dal Consiglio.
4. Nonostante la cessazione del presente Accordo, il Consiglio rimane in funzione per tutto il tempo necessario per adottare ogni provvedimento necessario nel periodo di tempo richiesto al fine di liquidare l'Organizzazione, chiudere la contabilità e disporre degli averi.
5. Qualsiasi decisione adottata riguardo alla durata e/o alla rescissione del presente Accordo e qualsiasi notifica ricevuta dal Consiglio, in conformità al presente Articolo, sarà debitamente trasmessa dal Consiglio al Segretario Generale delle Nazioni Unite.

Articolo 53

Emendamenti

1) Il Consiglio, può con una votazione a maggioranza ripartita di due terzi dei voti, raccomandare alle Parti Contraenti un emendamento al presente Accordo. L'emendamento entra in vigore 100 giorni dopo che il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ha ricevuto notifiche di accettazione dalle Parti contraenti che rappresentano almeno il 70% dei Membri esportatori che detengono come minimo il 75 per cento dei voti dei Membri esportatori, e da Parti contraenti che rappresentano almeno il 70% dei Membri importatori che detengono come minimo il 75% dei voti dei Membri importatori. Il Consiglio fissa un termine entro il quale le Parti contraenti notificano al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che esse accettano l'emendamento. Se, allo scadere di tale termine, le condizioni relative alla percentuale richiesta per l'entrata in vigore non sono soddisfatte, l'emendamento deve intendersi ritirato.

2) Se una Parte contraente, o un territorio che è Membro o che fa parte di un gruppo Membro, non ha notificato o fatto notificare la sua accettazione di un emendamento nel termine fissato a tal fine dal Consiglio, tale Parte contraente o tale territorio cessa di essere Parte del presente Accordo a decorrere dalla data in cui l'emendamento entra in vigore.

3) Il Consiglio notifica al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ogni emendamento divulgato alle Parti Contraenti in forza del presente Articolo.

Articolo 54

Disposizioni supplementari e transitorie.

Le seguenti disposizioni si applicano all'Accordo Internazionale del 1994 sul caffè come prorogato,.

a) Tutte le misure adottate ai sensi dell'Accordo internazionale del 1994 sul caffè quale prorogato, che sono in vigore alla data del 30 settembre 2001 e per le quali non è specificato che il loro effetto scade in tale data, rimangono in vigore, a meno che esse non siano modificate dalle norme del presente Accordo; e

b) tutte le decisioni che il Consiglio deve prendere durante l'annata caffearia 2000/01 ai fini della loro applicazione nell'annata caffearia 2001/02 sono adottate durante l'annata caffearia 2000/01; esse sono applicate a titolo provvisorio come se il presente Accordo fosse già entrato in vigore.

ARTICOLO 55

Testi autentici dell'Accordo

I testi del presente Accordo in lingua francese, inglese, portoghese e spagnola fanno tutti ugualmente fede. Gli originali sono depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo alle date che figurano a fronte della loro firma.

ALLEGATO I

Fattori di conversione per il caffè torrefatto, decaffeinato, liquido e solubile come definito nell'accordo internazionale del 1994 sul caffè.

Caffè torrefatto

Per moltiplicare l'equivalente di caffè torrefatto rispetto al caffè verde, moltiplicare il peso netto del caffè torrefatto per 1,19.

Caffè decaffeinato
Per ottenere l'equivalente di caffè decaffeinato rispetto al caffè verde , moltiplicare il peso netto del caffè decaffeinato in forma verde, torrefatta o solubile per 1,00, 1,19 o 2,6 rispettivamente.

Caffè liquido
Per ottenere l'equivalente di caffè liquido rispetto al caffè verde , moltiplicare per 2,6 il peso netto dei solidi disidratati di caffè contenuti nel caffè liquido.

Caffè solubile

Per ottenere l'equivalente di caffè solubile rispetto al caffè verde, moltiplicare il peso netto del caffè solubile per 2,6.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 2880):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (Frattini) il 2 aprile 2004.
Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 20 aprile 2004 con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 10ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 21 aprile 2004 e l'11 maggio 2004.
Relazione scritta annunciata il 14 maggio 2004 (atto n. 2880-A relatore sen. Provera).
Esaminato in aula ed approvato il 16 giugno 2004.

Camera dei deputati (atto n. 5071):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 giugno 2004 con pareri delle commissioni I, II, V, VI, X, XI, XIII.
Esaminato dalla III commissione il 7 luglio 2004 ed il 28 settembre 2004.
Relazione scritta annunciata il 28 settembre 2004 (atto n. 5071-A relatore on. Rizzi).
Esaminato in aula il 24 gennaio 2005 e approvato il 27 gennaio 2005.

05G0041

AUGUSTA IANNINI, *direttore* Francesco Nocita, *redattore*

(G502005/1) Roma, 2005 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

CANONI DI ABBONAMENTO ANNO 2005 (salvo conguaglio) (*)

Ministero dell'Economia e delle Finanze - *Decreto 24 dicembre 2003* (G.U. *n. 36 del 13 febbraio 2004)*

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE I (legislativa)

		CANONE DI ABBONAMENTO	
Tipo A	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:		
	(di cui spese di spedizione € 219,04)	- annuale	€ **400,00**
	(di cui spese di spedizione € 109,52)	- semestrale	€ **220,00**
Tipo A1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:		
	(di cui spese di spedizione € 108,57)	- annuale	€ **285,00**
	(di cui spese di spedizione € 54,28)	- semestrale	€ **155,00**
Tipo B	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte Costituzionale:		
	(di cui spese di spedizione € 19,29)	- annuale	€ **68,00**
	(di cui spese di spedizione € 9,64)	- semestrale	€ **43,00**
Tipo C	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti della CE:		
	(di cui spese di spedizione € 41,27)	- annuale	€ **168,00**
	(di cui spese di spedizione € 20,63)	- semestrale	€ **91,00**
Tipo D	Abbonamento ai fascicoli della serie destinata alle leggi e regolamenti regionali:		
	(di cui spese di spedizione € 15,31)	- annuale	€ **65,00**
	(di cui spese di spedizione € 7,65)	- semestrale	€ **40,00**
Tipo E	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
	(di cui spese di spedizione € 50,02)	- annuale	€ **167,00**
	(di cui spese di spedizione € 25,01)	- semestrale	€ **90,00**
Tipo F	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 344,93)	- annuale	€ **780,00**
	(di cui spese di spedizione € 172,46)	- semestrale	€ **412,00**
Tipo F1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari con i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 234,45)	- annuale	€ **652,00**
	(di cui spese di spedizione € 117,22)	- semestrale	€ **342,00**

N.B.: L'abbonamento alla GURI tipo A, A1, F, F1 comprende gli indici mensili
Integrando con la somma di € **80,00** *il versamento relativo al tipo di abbonamento alla* Gazzetta Ufficiale - *parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice Repertorio Annuale Cronologico per materie anno 2005.*

BOLLETTINO DELLE ESTRAZIONI

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **88,00**

CONTO RIASSUNTIVO DEL TESORO

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **56,00**

PREZZI DI VENDITA A FASCICOLI
(Oltre le spese di spedizione)

Prezzi di vendita:		
	serie generale	€ 1,00
	serie speciali (escluso concorsi), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo serie speciale, *concorsi*, prezzo unico	€ 1,50
	supplementi (ordinari e straordinari), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Bollettino Estrazioni, ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Conto Riassuntivo del Tesoro, prezzo unico	€ 6,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE II (inserzioni)

Abbonamento annuo	*(di cui spese di spedizione € 120,00)*		€ **320,00**
Abbonamento semestrale	*(di cui spese di spedizione € 60,00)*		€ **185,00**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione (oltre le spese di spedizione)		€ 1,00	

I.V.A. 20% inclusa

RACCOLTA UFFICIALE DEGLI ATTI NORMATIVI

Abbonamento annuo		€ **190,00**
Abbonamento annuo per regioni, province e comuni		€ **180,00**
Volume separato (oltre le spese di spedizione)	€ 18,00	

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

Per l'estero i prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, anche per le annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, devono intendersi raddoppiati. Per il territorio nazionale i prezzi di vendita dei fascicoli separati, compresi i supplementi ordinari e straordinari, relativi ad anni precedenti, devono intendersi raddoppiati. Per intere annate è raddoppiato il prezzo dell'abbonamento in corso. Le spese di spedizione relative alle richieste di invio per corrispondenza di singoli fascicoli, vengono stabilite, di volta in volta, in base alle copie richieste.

N.B. - Gli abbonamenti annui decorrono dal 1° gennaio al 31 dicembre, i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno e dal 1° luglio al 31 dicembre.

Restano confermati gli sconti in uso applicati ai soli costi di abbonamento

ABBONAMENTI UFFICI STATALI
Resta confermata la riduzione del 52% applicata sul solo costo di abbonamento

* tariffe postali di cui al Decreto 13 novembre 2002 (G.U. n. 289/2002) e D.P.C.M. 27 novembre 2002 n. 294 (G.U. 1/2003) per soggetti iscritti al R.O.C.